

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:
ar plesūšanu:
 par Ls (sagremot ekspedīcijā)
 gadu 22,—
 1/2 gadu 12,—
 3 mēn. 6,—
 1 gads 2,—
 Piesutot pa pastu
 un pie atkalpār-
 devējiem 13
bez plesūšanas:
 par Ls (sagremot ekspedīcijā)
 gadu 18,—
 1/2 gadu 10,—
 3 mēn. 5,—
 1 gads 1,70
 Par atsevišķu
 numuru 10

Latvijas valdības
 Iznāk katru dienu, izņemot
 Redakcija:
 Rigā, pili 2. ist. Tālrunis 20032
 Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts
 svētdienas un svētku dienas
 Kantoris un ekspedīcija:
 Rigā, pili 1. ist. Tālrunis 20031
 Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:
 a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienlaicīgām
 rindīm Ls 4,—
 par katu tālāku rindīmu „—15
 b) citu festāju sludinājumi par katu
 vienlaicīgu rindīmu „—20
 c) no privātiem par katu vienīt. rindīpu
 (par obligāt. sludin.) „—25
 d) par dokumentu pazaudešanu no
 katras personas „—80

232. №

Pirmdiens, 1936. g. 12. oktobri

Devipadsmitais gads

Starptautiskai telekomunikāc. konvencijai pievienotais Telegrafa reglaments.
 (Turpinājums pie likuma par Madrides 1932. g. starptaut. telekomunikac. konvenciju.)

Règlement télégraphique

annexé à la

Convention internationale des télécommunications.

CHAPITRE XXIX.

Archives.

Article 89.

Détails de conservation des archives.

[820] Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les administrations, sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent, et, en tout cas, au moins pendant dix mois, à compter du mois qui suit le mois de dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Article 90.

Communication des originaux des télégrammes. Délivrance de copies des télégrammes.

[821] § 1. (1) Sauf les exceptions prévues à l'article 24, § 2, de la Convention, les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

[822] (2) Une taxe maximum de un franc (1 fr.) peut être perçue pour cette communication.

[823] § 2. Dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes, ou des photographies:

- a) de ce télégramme;
- b) de la copie d'arrivée, si cette copie ou un double de celle-ci a été conservé par l'administration de destination.

[824] § 3. (1) Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément au présent article, un droit fixe de un franc cinquante centimes (1 fr. 50) par télégramme ne dépassant pas 100 mots. Au delà de 100 mots, ce droit est augmenté de cinquante centimes (0 fr. 50) par série ou fraction de série de 50 mots.

[825] (2) Le prix des photographies d'originaux ou de copies est fixé par l'administration qui délivre ces photographies.

[826] § 4. Les administrations ne sont tenues de donner communication, copie ou photographie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

CHAPITRE XXX.

Bureau de l'Union. Communications réciproques.

Comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.).

Article 91.

Frais du Bureau de l'Union.

[827] (1) Les frais communs du Bureau de l'Union, pour les services télégraphique et téléphonique, ne doivent pas dépasser, par année, la somme de deux cent mille francs-or (200 000 fr.).

[828] (2) Toutefois, si une dépense exceptionnellement élevée en imprimés ou documents se présente au cours d'une année, sans que les recettes correspondantes soient encaissées pendant la même année, le Bureau est autorisé, exclusivement dans ce cas, à dépasser le crédit maximum prévu, sous la réserve que le maximum du crédit pour l'année suivante sera réduit d'un montant égal à l'excédent susvisé.

[829] (3) La somme de deux cent mille francs-or (200 000 fr.) pourra être modifiée entre deux conférences du consentement de toutes les Parties contractantes.

Article 92.

Relations des administrations entre elles par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[830] § 1. Les administrations de l'Union se transmettent réciprocement les documents essentiels relatifs à leur organisation intérieure et se communiquent les perfectionnements importants qu'elles viendraient à y introduire.

[831] § 2. En règle générale, ces notifications sont faites par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[832] § 3. Lesdites administrations envoient au Bureau de l'Union, par la poste, par lettre affranchie, ou en cas d'urgence par télégramme, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs intérieurs et internationaux, à l'ouverture de voies de communication nouvelles et à la suppression de voies existantes en tant que ces voies intéressent le service international, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les administrations sont expédiés au Bureau de l'Union, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

[833] § 4. Lesdites administrations lui envoient, en outre, par télégraphe, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance internationale.

[834] § 5. Elles lui font parvenir, au commencement de chaque année, des tableaux statistiques dressés, aussi complètement que possible, d'après les indications du Bureau de l'Union, qui distribue, à cet effet, des formulaires tout préparés.

[835] § 6. Elles adressent également au Bureau de l'Union deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître et qu'elles jugent susceptibles d'intéresser les autres administrations de l'Union.

Article 93.

Travaux du Bureau de l'Union.

[836] § 1. Le Bureau de l'Union coordonne et publie le tarif. Il communique aux administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés à l'article 92, § 3. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par l'article 92, § 4. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes.

[837] § 2. Le bureau de l'Union dresse une statistique générale.

[838] § 3. Il dresse et publie des cartes officielles des voies de télécommunication internationales et les révise périodiquement.

[839] § 4. (1) Il établit et publie une nomenclature des bureaux télégraphiques ouverts au service international, y compris les stations terrestres radiotélégraphiques, ainsi que des annexes périodiques à ce document, faisant connaître les additions et modifications qui doivent y être apportées.

[840] (2) En vue d'assurer l'exactitude des données de cette nomenclature, les administrations sont tenues d'indiquer au Bureau de l'Union, en même temps que les noms de leurs bureaux, le nom de la subdivision territoriale (département, comitat, Etat fédéral, canton, etc.) pour insertion après le nom du pays, dans la deuxième colonne de la nomenclature. Seules les administrations des petits pays sont dispensées de cette obligation.

[841] § 5. Le Bureau de l'Union publie, en outre, une nomenclature des voies de radio-communication entre points fixes.

[842] § 6. Les documents imprimés par le Bureau de l'Union sont distribués aux administrations de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'article 17 de la Convention. Les documents supplémentaires que réclameraient les administrations sont payés à part d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les administrations des pays ne faisant pas partie de l'Union et par les exploitations privées.

[843] § 7. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis et de manière à donner au Bureau de l'Union le temps de régler le tirage en conséquence.

Article 94.

Comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.).

[844] § 1. Un comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.) est chargé d'étudier les questions techniques et celles relatives aux méthodes d'exploitation des voies de communication qui intéressent la télégraphie internationale, et qui lui sont soumises par les administrations et les exploitations privées.

[845] § 2. (1) Il est formé d'experts des administrations et des exploitations privées, qui déclarent vouloir participer à ses travaux et qui s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de ses réunions. La déclaration est adressée à l'administration du pays où a été tenue la dernière conférence administrative.

[846] (2) Les dépenses personnelles des experts de chaque administration ou exploitation privée sont supportées par celles-ci.

[847] § 3. En principe, les réunions du C.C.I.T. ont lieu de deux en deux ans. Cependant, une réunion fixée peut être avancée ou ajournée par l'administration qui l'a convoquée, sur demande de dix administrations participantes, si le nombre et la nature des questions à examiner le justifient.

[848] § 4. (1) Les langues et le mode de votation employés dans les assemblées plénières, commissions et sous-commissions, sont ceux adoptés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative.

[849] (2) Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les experts des exploitations privées de ce pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

[850] § 5. Le directeur du Bureau de l'Union ou son représentant et les représentants des autres comités consultatifs internationaux, C.C.I.P. et C.C.I.R., ont le droit de participer avec voix consultative aux réunions du C.C.I.T.

[851] § 6. L'organisation intérieure du C.C.I.T. est régie par les dispositions de l'annexe n° 2 au présent Règlement.

CHAPITRE XXXI.

Adhésions. Relations avec les administrations non adhérentes.

Article 95.

Refus d'appliquer les tarifs conventionnels.

[852] Dans le cas des adhésions prévues par l'article 4 de la Convention, les administrations des gouvernements contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux administrations qui demanderaient à adhérer sans conformer elles-mêmes leurs tarifs à ceux des pays intéressés.

Article 96.

Stipulations concernant les exploitations privées.

[853] § 1. Les exploitations privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs pays contractants, avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces pays.

[854] § 2. Les autres exploitations privées sont admises aux avantages stipulés par la Convention et par le présent Règlement, moyennant adhésion à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification du pays qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément aux articles 3 et 4 de la Convention.

[855] § 3. Cette adhésion doit être imposée aux exploitations privées qui relient entre deux ou plusieurs des pays contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se soumettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par le pays qui a accordé la concession.

[856] § 4. Les exploitations privées qui demandent à l'un quelconque des pays contractants l'autorisation de relier leurs voies de télécommunication au réseau de ce pays, ne l'obtiennent que sur l'engagement formel de soumettre le taux de leurs tarifs à l'approbation du pays accordant la concession et de n'appliquer une modification de tarif qu'à la suite d'une notification du Bureau de l'Union laquelle n'est exécutoire qu'après le délai prévu à l'article 29.

[857] § 5. La réserve qui fait l'objet de l'article 95 est applicable aux exploitations susmentionnées.

Article 97.

Relations avec les pays non adhérents.

[858] § 1. Lorsque les relations télégraphiques sont ouvertes avec des pays non adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point adhéré aux dispositions obligatoires du présent Règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des pays contractants ou adhérents.

[859] § 2. Les administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'article 28, est ajoutée à celle des administrations non participantes.

CHAPITRE XXXII.

Disposition finale.

Article 98.

Mise en vigueur du Règlement.

[860] Le présent Règlement entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 10 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. J. Lenton
A. R. Mc Lachlan

Pour l'Allemagne:

Hermann Giess
Dr. Ing. Hans Carl Steidle
Martin Feuerhahn
Siegfried Mey

Pour la République Argentine:

D. Garcia-Mansilla
R. Correa Luna
Luis S. Castineiras
M. Saenz Briones

Pour la Fédération Australienne:

J. M. Crawford

Pour l'Autriche:

Dr. Rudolf Oestreicher
Ing. H. Pfeuffer

Pour la Belgique:

B. Maus
Jos. Lambert

Pour la Bolivie:

Georges Saenz

Pour le Brésil:

Luiz Guimaraez

Pour le Chili:

E. Bermudez

Pour la Chine:

Lingoh Wang

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

Giuseppe Gianfranceschi

Pour la République de Colombie:

Jose Joaquin Casas
Alberto Sanchez de Iriarte
W. Mac Lellan

Pour les Colonies énumérées ci-après: Côte française des Somalis, Guyane française, Indochine française, Madagascar, Nouvelle-Calédonie, Sénégal; G. Carour

Pour les Colonies portugaises:

Ernesto Julio Navarro
Arnaldo de Paiva Carvalho
Jose Mendez de Vasconcellos
Guimaraes
Mario Correa Barata da Cruz

Pour la Confédération suisse:

G. Keller

Pour le Congo belge:

G. Tondeur

Pour Costa-Rica:

A. Martin Lanuza

Pour Cuba:

Manuel S. Pichardo

Pour Curaçao et Surinam:

G. Schotel

Hoogewooning

Pour la Cyrénaïque:

G. Gneme
Gian Franco della Porta

Pour le Danemark:

Kay Christiansen
Gredsted

Pour le Japon,
Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les îles des Mers du Sud sous mandat japonais:
Saichiro Koshida
Zenrichi Ishii
Satoshi Furukawa
Y. Yonezawa
T. Nakagami
Takeo Iino

Pour la Lettonie:
B. Einberg

Pour la Lithuanie:
Ing. K. Gaigalis

Pour le Luxembourg:
Jaques

Pour le Maroc:
Dubeauclard

Pour le Mexique:
G. Estrada
Emilio Torres
Augustin Flores jr.
S. Tayabas

Pour la Norvège:
T. Engset
Andr. Hadland

Pour la Nouvelle-Zélande:
M. B. Esson

Pour la République de Panama:
M. Lasso de la Vega

Pour les Pays-Bas:
H. C. Felser
Bossen

Pour le Pérou:
Juan de Osma

Pour la Perse:
Mohsen Khan Raïs

Pour la Pologne:
Ing. Henryk Kowalski
St. Zuchmantowicz
Kazimierz Goebel
K. Krulisz

Pour le Portugal:

Miguel Vaz Duarte Bacellar
Jose de Liz Ferreira junior
David de Sousa Pires
Joaquim Rodrigues Gonçalves

Pour la Roumanie:
Ing. T. Tanasescu

Pour la Somalie italienne:
G. Gneme
Gelnetti

Pour la Suède:
G. Wold

Pour la Syrie et le Liban:
M. Morillon

Pour la Tchécoslovaquie:
Dr. Otto Kučera
Vaclav Kučera
Ing. Jaromír Svoboda

Pour la Tripolitaine:
G. Gneme
D. Créty

Pour la Tunisie:
Crouzet

Pour la Turquie:
Fahri
I. Cemal
Mazhar

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:
Eugène Hirschfeld
Alexandre Kokadeev

Pour l'Uruguay:
Ad referendum du Gouvernement de l'Uruguay Daniel Castellanos

Pour le Venezuela:
Cesar Marmol Cuervo
Antonio Reyes

Pour la Yougoslavie:
D. A. Zlatanovitch

ANNEXE № 1

[voir art. 37, § 11 et 79, § 11 (2)].

Liste des expressions de code

à employer dans les avis de service et des abréviations à employer dans l'exploitation.

N°	Abréviation	Traduction
I. Avis de non remise.		
1	RAFIS	Indélévitable, pas réclamé.
2	RAFUJ	Indélévitable, destinataire absent.
3	RAFYZ	Indélévitable, destinataire parti.
4	RAHOT	Indélévitable, destinataire parti, réexpédié poste à
5	RAJAJ	Indélévitable, destinataire inconnu.
6	RAJEV	Indélévitable, destinataire parti pour
7	RAJFU	Indélévitable, destinataire parti sans laisser d'adresse.
8	RAJGO	Indélévitable, destinataire pas arrivé.
9	RAJIF	Indélévitable, destinataire pas à l'hôtel.
10	REGAD	Indélévitable, plusieurs personnes du même nom (homonymes).
11	REJAB	Indélévitable, navire hors d'atteinte.
12	REKEG	Indélévitable, adresse insuffisante.
13	RESIN	Indélévitable, adresse insuffisante sans indication du numéro de la maison.
14	RICOD	Indélévitable, adresse n'est plus enregistrée.
15	RIHUB	Indélévitable, hôtel inconnu.
16	RIJAG	Indélévitable, adresse pas enregistrée.
17	RIKEN	Indélévitable, endroit inconnu.
18	RISOB	Indélévitable, numéro de maison n'existe pas.
19	ROCOG	Indélévitable, rue (place) inconnue.
20	ROFER	Indélévitable, navire déjà parti.
21	ROFJO	Indélévitable, navire ne s'est pas annoncé.
22	RUCMU	Indélévitable, numéro téléphonique indiqué dans l'adresse ne correspond pas au nom du destinataire.
23	RUCOS	Indélévitable, hôtel, maison, firme, etc., n'existe plus.
24	RUCXO	Indélévitable, refusé, le télégramme ne concerne pas le destinataire.
25	RUCYD	Indélévitable, appel au train sans résultat.
26	RUCZA	Indélévitable, train déjà parti.
27	RUFAJ	Indélévitable, navire déjà parti. Réexpédition possible par radio.
28	RUFKU	Indélévitable, navire pas encore arrivé.
29	RUFMO	Indélévitable, destinataire déjà débarqué du navire.
30	RACYB	Toujours indélévitable.
II. Avis de service relatifs à l'exploitation.		
Répondre par fil ... (ou secteur ...); ici encombrement.		
Pouvons-nous déposer pour		
III. Avis de service divers.		
33	NEDIB	Lieu de destination incomplet, plusieurs; renseignez.
34	NEKLO	Lieu d'origine pas dans nomenclature; renseignez.
35	NEMYD	Lieu de destination inconnu; nous dirigeons sur ..., rectifiez si utile.
36	NIGYC	Reçu deux fois; avons annulé une transmission.
37	OHBIN	L'accusé de réception télégraphique (CR) manque.
38	PASCA	Transmis deux fois; annulez deuxième transmission.
39	PYSAT	Détirré postérieurement, ou réclamé. Annulez avis de non remise.

Nº	Abréviation	Traduction
40	WEJYV	Référence fausse; donnez numéro, date, heure de dépôt, et dites par quel fil transmis.
41	WEFXU	Attendons réponse à notre avis de service.
42	WEJOD	Lieu de destination pas dans nomenclature; renseignez.
43	XESCU	Quand et par quel fil avez-vous reçu télégramme en litige?
44	XESLA	Quand et par quel fil avez-vous transmis télégramme en litige?
		IV. Abréviations à employer dans l'exploitation.
45	RQ	Désignation d'une demande.
46	BQ	Réponse à RQ.
47	AL	Répétez tout ce que vous avez transmis.
48	LR	Jusqu'à quel point (mot ou télégramme) avez-vous reçu? Nous avons reçu jusque
49	OK	D'accord; tout est en règle.
50	SX	Simplex.
51	DX	Duplex.
52	DF	J'établis communication.
53	ANH	Encombrement.

ANNEXE № 2
(voir art. 94).Règlement intérieur
du

Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.)

Article premier.

Administration gérante.

On entend par „administration gérante“ l'administration qui est chargée d'organiser une réunion du C. C. I. T. L'administration gérante commence à s'occuper des affaires du C. C. I. T. cinq mois après la clôture de la réunion précédente; son rôle expire cinq mois après la clôture de la réunion qu'elle a organisée.

Article 2.

Réunion

L'administration gérante fixe le lieu et la date définitive de la réunion qu'elle s'est chargée d'organiser. Au moins six mois avant cette date, elle adresse les invitations pour ladite réunion, seulement aux administrations, lesquelles les communiquent aux exploitations privées et aux autres organismes qui peuvent y avoir intérêt (art. 10). Les réponses ou désirs des exploitations privées et organismes susdits doivent être communiqués à l'administration gérante, par l'entremise des administrations compétentes.

Article 3.

Assemblée plénière. Commissions.

§ 1. L'assemblée plénière (A. P.) convoquée par l'administration gérante, désigne le président et les vice-présidents.

§ 2. Le président dirige les séances d'ouverture et de clôture et a, en outre, la direction générale de l'assemblée plénière.

§ 3. Les questions à traiter sont réparties par catégories et discutées dans les séances de commissions; chacune de ces commissions est normalement présidée par le vice-président désigné par l'assemblée plénière.

Article 4.

Secrétariat.

Le secrétariat de la réunion est assuré par l'administration gérante avec la collaboration du Bureau de l'Union.

Article 5.

Procès-verbaux et rapports.

En principe, les procès-verbaux et les rapports ne reproduisent les exposés des délégués que dans leurs points principaux. Cependant, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration qu'il a faite, à condition qu'il en fournit le texte au plus tard le matin qui suit la fin de la séance.

Article 6.

Votation.

§ 1. En cas d'empêchements sérieux, une délégation peut, par écrit, charger de sa voix une autre délégation. Toutefois, aucune délégation ne peut disposer de plus de deux voix.

§ 2. Une proposition n'est adoptée que si elle réunit la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas d'égalité de voix, elle est écartée. Dans les procès-verbaux sont indiqués le nombre des délégations qui ont voté pour et le nombre de celles qui ont voté contre la proposition.

§ 3. Les votations ont lieu soit à mains levées, soit, sur demande d'une délégation, par appel nominal, dans l'ordre alphabétique du nom français des pays. Dans ce dernier cas, les procès-verbaux indiquent les délégations qui ont voté pour et celles qui ont voté contre la proposition.

Article 7.

Fonctionnement des commissions.

§ 1. Les commissions instituées par l'assemblée plénière peuvent se subdiviser en sous-commissions, et les sous-commissions en sous-sous-commissions.

§ 2. Les présidents des commissions proposent à la ratification de la commission respective le choix du président de chaque sous-commission et sous-sous-commission. Les commissions, sous-commissions et sous-sous-commissions nomment elles-mêmes leurs rapporteurs.

§ 3. Les avis émis par les commissions doivent porter la formule: „à l'unanimité“, si l'avis a été émis à l'unanimité des votants, ou la formule „à la majorité“, si l'avis a été adopté à la majorité.

Article 8.

Participation du Bureau de l'Union.

§ 1. Le Bureau de l'Union prend part aux divers travaux du C. C. I. T., en vue de la centralisation et de la publication d'une documentation générale à l'usage des administrations.

§ 2. La publication des documents afférents aux réunions du C. C. I. T. doit être autorisée, au préalable, par l'assemblée plénière.

Article 9.

Questions à examiner.

L'assemblée plénière du C. C. I. T. ne peut être saisie que de questions mûrement étudiées et déjà soumises, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, aux administrations, depuis au moins trois mois avant la réunion.

Article 10.

Admission de représentants de groupements ou organismes.

§ 1. Les représentants des constructeurs de matériel ne sont pas autorisés à assister aux assemblées plénierées.

§ 2. Des représentants de groupements ou organismes d'autre nature et dont la consultation ou la collaboration apparaissent comme utiles peuvent être, par décision du président de la commission compétente, invités à prendre part aux travaux de cer-

taines commissions ou séances. Toutefois, ces représentants ne sont pas admis aux séances de l'assemblée plénière.

Article 11.

Commissions de rapporteurs.

§ 1. Il est constitué des commissions de rapporteurs (C. R.), formées des experts des administrations et chargées d'étudier les questions entre les sessions et de préparer les avis à soumettre au C. C. I. T. Chaque commission de rapporteurs élit un rapporteur principal, qui assume la direction des travaux de la commission de rapporteurs et a compétence pour convoquer les rapporteurs de sa commission, avec l'autorisation de son administration.

§ 2. Les questions doivent, dans la mesure du possible, être résolues par correspondance; le rapporteur principal peut, à cet effet, correspondre directement par écrit avec les autres membres de sa commission. Mais, si la solution complète d'une question ne peut pas être obtenue par cette voie il a le droit de proposer des réunions à des endroits convenables, afin de pouvoir discuter verbalement la question à l'étude.

§ 3. Les commissions de rapporteurs peuvent inviter des représentants des exploitations privées et des experts de l'industrie privée à participer à certaines de leurs études et discussions, s'il apparaît que leur collaboration peut être utile.

§ 4. Le chef du secrétariat institué par l'administration gérante est informé par le rapporteur principal de la date et du lieu de cette réunion, afin qu'il puisse y prendre part.

§ 5. Les rapports des commissions de rapporteurs, avec leurs projets d'avis, sont transmis au Bureau de l'Union, qui les fait multiplier et distribuer aux participants du C. C. I. T. et aux autres intéressés.

Article 12.

Séance de clôture.

§ 1. A la séance de clôture, l'assemblée plénière adopte, rejette ou renvoie pour étude les avis approuvés dans les commissions et établit la liste des questions nouvelles ou restées en suspens. Elle désigne les commissions de rapporteurs qui, jusqu'à la prochaine réunion, les étudieront, et établit la liste des administrations qui désirent être représentées dans chaque commission de rapporteurs.

§ 2. Le secrétariat de la réunion transmet les avis au Bureau de l'Union qui les communique aux administrations de l'Union.

§ 3. Dans la même séance, le C. C. I. T. fixe la date approximative à laquelle pourra se tenir la réunion suivante et désigne l'administration gérante de la prochaine réunion. Il indique les questions nouvelles et celles qui sont encore en suspens; l'ensemble de ces questions est porté au programme de la réunion suivante.

Article 13.

Mise à l'étude de questions nouvelles.

§ 1. Dès la fin d'une réunion, toutes les questions nouvelles, non prévues par l'assemblée, à soumettre au C. C. I. T., sont adressées à la nouvelle administration gérante. Cette administration inscrit ces questions au programme de la prochaine réunion, sous réserve des dispositions de l'article 9.

§ 2. Pour la multiplication et la distribution des propositions nouvelles, l'administration gérante peut s'adresser au Bureau de l'Union (art. 11, § 5).

Article 14.

Gestion du C. C. I. T. dans l'intervalle de deux réunions.

§ 1. Pendant les cinq mois qui suivent la clôture d'une réunion du C. C. I. T., le secrétariat de l'ancienne administration gérante — administration du pays qui a été le siège de la dernière réunion — continue à maintenir la liaison avec les administrations, exploitations privées et constructeurs, et il conserve, notamment, le service de la correspondance courante.

§ 2. L'administration qui, en dernier lieu, a eu la charge de la gérance remet directement au nouveau secrétariat toutes les affaires en instance.

Article 15.

Relations entre l'administration gérante et les autres administrations, exploitations privées et organismes.

L'administration gérante peut correspondre directement avec les administrations, les exploitations privées et les organismes susceptibles de collaborer aux travaux du C. C. I. T. Elle remet au moins un exemplaire des documents au Bureau de l'Union.

PROTOCOLE FINAL

au Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.

Au moment de procéder à la signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce que les dispositions concernant les télégrammes urgents (art. 55) et les lettres-télégrammes (art. 76) dudit Règlement seront mises en exécution à partir du 1^{er} avril 1933.

Les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

1.

Les plénipotentiaires du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclarent formellement que, par leur signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord n'accepte aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

2.

Le plénipotentiaire de la Fédération Australienne déclare formellement que, par sa signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, la Fédération Australienne n'accepte aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

3.

Le plénipotentiaire de la Nouvelle-Zélande déclare formellement que, par sa signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, la Nouvelle-Zélande n'accepte aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

4.

Les plénipotentiaires des pays désignés ci-après déclarent formellement que, par leur signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, leurs gouvernements n'acceptent aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

Afrique du Sud (Union de l')
Allemagne
Argentine (République)
Autriche
Belgique
Brésil
Chine
Colombie
Congo belge
Cuba

Dominicaine (République)
 Egypte
 Espagne
 Finlande
 France
 Colonies françaises
 Hongrie
 Indes britanniques
 Italie, Colonies italiennes et îles italiennes de l'Égée
 Japon, Chosen, Taïwan, Karafuto, le Territoire à bail de Kwantung et les îles des Mers du Sud sous mandat japonais
 Lituanie
 Luxembourg
 Maroc
 Pologne
 Portugal
 Colonies portugaises
 Roumanie
 Tchécoslovaquie
 Tunisie
 Vénézuela
 Yougoslavie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera dans les archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque gouvernement signataire dudit Règlement.

Fait à Madrid, le 10 décembre 1932.

(Suivent les signatures.)

(Les pays qui ont signé le Protocole final sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement télégraphique à l'exception de la Perse.

D'autre part, pour Curaçao et Surinam et pour les Indes néerlandaises, M. Schotel n'a pas signé ledit Protocole.)

Tulkojums.

Starptautiskai telekomunikāciju Konvencijai

pievienotais

Telegrafa reglaments.

I. NODAĻA.

Telegrafa reglamenta piemērošana radiokomunikāciju ekspluatācijā.

1. pants.

Telegrafa reglamenta piemērošana radiokomunikācijām.

[1] Nosacījumi komunikācijām pa vada ceļu arī šīm Reglamentā paredzētiem izņēmušiem piemērojami arī komunikācijām pa bezvada ceļu.

II. NODAĻA.

Starptautiskais tīkls.

2. pants.

Tīkla iekārta.

[2] 1. §. Iestādes ar nepārtrauktu vai joti dzīvu telegrammu izmaiņu savā starpā, pēc iespējas, savienojamas ar tiešiem satiksmes ceļiem tādā skaitā, lai būtu apmierinātas visas satiksmes vajadzības. Šiem ceļiem jābūt drošiem mehaniskā, elektriskā un tehniskā ziņā, ievērojot, pēc iespējas, Starptautiskās telegrafa padomdevējas komitejas (C. C. I. T.) ieteikumus.

[3] 2. §. Ja visā ceļa garumā vai tikai kādā ceļa daļā pārvalžu rīcībā ir tālvadu kābeji, tad tie, pēc iespējas, jāizmanto arī starptautiskās telegrafa satiksmes ceļu iekārtošanai. Ieinteresētās pārvaldes vienojas par šādu ceļu iekārtošanas veidu, ievērojot sīkākos tehniskos jautājumos, pēc iespējas, kopējos starptautiskās telegrafa padomdevējas komitejas (C. C. I. T.) un Starptautiskās telefona padomdevējas komitejas (C. C. I. F.) ieteikumus.

3. pants.

Satiksmes ceļu izmantošana.

[4] 1. §. Ieinteresētās pārvaldes vienojas savā starpā par starptautisko satiksmes ceļu izmantošanu.

[5] 2. §. Vispār pārraidīšanu pa starptautiskiem vadiem izdara tikai linijas gala iestādes. Katra pārvalde savas darbības rajonā, iekārto katram svarīgam starptautiskam ceļam vienu vai vairākas starpiestādes, kas atvietotu gala iestādi gadījumā, kad abām gala iestādēm nav iespējams tieši sastrādāt.

[6] 3. §. Bojājuma vai vada neizmantošanas gadījumā starptautiskās satiksmes ceļus iekšzemēs daļā var izlietot pa dajai vai visā garumā iekšzemēs satiksmes vajadzībām, ar noteikumu, ka tos nodod atpakaļ tiešām vajadzībām tīklīdz bojājums izbeidzies vai tīklīdz pieprasīta pirmatnējās satiksmes atjaunošana.

4. pants.

Satiksmes ceļu uzturēšana.

[7] 1. §. Pārvaldes gādā par katru starptautiskā satiksmes ceļu uzturēšanu vislabākā kārtībā.

[8] 2. §. (1) Starptautiskiem vadiem ar lielu sarunu slodzi gala iestādes pārbauda elektrisko stāvokli (izolāciju, pretestību u. t. t.) pēc vajadzības. Tās vienojas par pārbaudes dienu un stundu, paziņo viena otrai pārbaudes iznākumus un, pēc iespējas, visātākā laikā tādās dienās konstatēto trūkumnu novēršanas.

[9] (2) Ja svarīgāko starptautisku telegrafa satiksmes ceļu iekārtošanai ietētā tālvadu kābeju, tad pārbaude izdarāma pēc sevišķiem Telefona reglamenta nosacījumiem.

[10] 3. §. Starptautisko satiksmes ceļu bojājumu gadījumos ieinteresētās iestādes paziņo viena otrai savu pētījumu iznākumus, lai noteiktu bojājuma vietu un dabu; ieinteresētās pārvaldes apņemas pēc iespējas un visišķā laikā bojāto posmu izlaborot vai atvietot to ar citu.

III. NODAĻA.

Iestāžu darbības veids un ilgums.

5. pants.

Darbības sākums, ilgums un beigas. Likumīgais laiks.

[11] 1. §. Katra pārvalde noteic, kādās stundās iestādes atvērtas publīkai.

[12] 2. §. Svarīgākās iestādes, kas tieši sadarbojas viena ar otru, atvērtas pēc iespējas dienu un nakti, bez pārtraukuma.

[13] 3. §. Iestādēm ar nepārtrauktu darbības laiku dienas darbības beigās jāvienojas ar vada otra gala iestādēm par laika bridi, kad jāpāriet uz nākošās dienas darbību.

[14] 4. §. Iestādes ar aprobežotu darbības laiku var veigt darbību tikai pēc tam, kad vietas to starptautiskās telegrammas pārraidītas iestādei ar gaŗāku darbības laiku un kad tās pieņemušas no šīs otras iestādes vietas starptautiskās telegrammas, kādas tur atrodas darbības beigšanas brīdi.

[15] 5. §. Darbību starp divām tieši savienotām dažādu zemju iestādēm beidz tad, kad darbību beidošā iestāde ir pieprasīusi tās iestādes piekrišanu, kas darbību turpina un pēdējā to ir devusi. Ja abas iestādes, kas sadarbojas tieši viena ar otru, darbību beidz vienā un tai pašā laikā, tad beigšanu prasa tās zemes iestāde, kuras galvas pilsēta atrodas vairāk uz austrumiem, un slēgšanas piekrišanu dod otra iestāde.

[16] 6. §. Izņemot zemes ar divām vai vairākām laika joslām, visām vienas zemes iestādēm ir spēkā viens un tas pats laiks. Katra pārvalde paziņo tās atzīto likumīgo laiku vai laikus citām pārvaldēm ar Savienības biroja starpniecību.

6. pants.

Iestāžu darbības veida un ilguma apzīmējumi.

[17] (1) Iestādes veida un darbības laika apzīmēšanai lieto šādus apzīmējumus:
 N iestāde ar neaprobežotu darbības laiku (dienu un nakti);
 R zemes (radiotelegrafa) stacija;
 S semafora iestāde;
 K iestāde, ar visu veidu telegrammu pieņemšanu, bet uz kuru var adresēt tikai „telegrafā pieprasīmas“ vai dzelzceļu stacijas rajonā piesūtāmas telegrammas;

V K iestāde ar visu veidu telegrammu pieņemšanu vai tikai pasažieru vai dzelzceļu stacijā dzīvojoša personāla telegrammas, bet uz kuru telegrammas adresēt nevar;

B iestāde, kas atvērtā tikai pēdu sezonas laikā;
 H iestāde, kas atvērtā tikai ziemā;
 * pagādām slēgta iestāde;

E iestāde, kas atvērtā tikai valsts galvas vai galma uzturēšanās laikā;

[18] (2) Atsevišķus apzīmējumus iespējams ari apvienot.

[19] (3) Apzīmējumi B un H pēc iespējas papildināmi ar norādījumiem par iestādes atvēršanas un slēgšanas laiku.

IV NODAĻA.

Vispārēji noteikumi par korespondenci.

7. pants.

Sūtītāja vai adresāta personības apliecināšana.

[20] Ja nosūtīšanas vietas vai adreses vietas iestāde to pieprasa, privātas telegrammas sūtītājam vai adresātam jāuzrāda sava personības apliecība.

V NODAĻA.

Telegrammu sastādīšana un nodošana.

8. pants.

Atklāta un slepena valoda. Šo valodu pielaišana.

[21] 1. §. Telegrammas tekstu var sastādīt atklātā vai slepenā valodā, pie kam slepenā valodā jāizskir norunāta valoda un šifrēta valoda. Vienā un tai pašā telegrammā var lietot vienu vai vairākas no minētām valodām.

[22] 2. §. Visas pārvaldes un visās satiksmēs pieņem telegrammas atklātā valodā. Pārvaldes var nepielast ienākošās un izejošās privātas telegrammas, kas sastādītas pilnīgi vai pa dajai slepenā valodā, bet šādas telegrammas tomēr jāpielaiž transitā, izņemot Konvencijas 27. pantā minēto satiksmes pārtraukuma gadījumu.

9. pants.

Atklātā valoda.

[23] 1. §. Par atklātu sauc tādu valodu, kuras vārdiem saprotama nozīme vienā vai vairākās starptautiskā telegrafa korespondēcē pieblaistās valodās, pie kam katram vārdam un izteicienam jābūt saprotamam tai nozīmē, kādu tam attiecīgā valodā parasti piešķir.

[24] 2. §. Par telegrammām atklātā valodā uzskata tādas telegrammas, kuŗu teksts sastādīts tikai atklātā valodā. Tomēr atklātā valodā sastādītas telegrammas raksturu negroza apstāklis, ka tās tekstā ietilpst skaitļi, izteiktī burtos vai ciparovs bez slepenas nozīmes, saīsinātas adreses, tīdzniecības zīmes, biržas kursi, starptautiskās signālu vārdnicas signālu burti semafora telegrammās un radiotelegrammās, vispārlietojami parasti vai tīdzniecības satiksmes vārdū saīsinājumi kā fob, cif, caf, svp vai citi tam-līdzīga rakstura apzīmējumi, kuŗu novērtējums piekrīt nosūtīšanas zemei, kontroles vārds vai skaitlis, kas ievietots bankas telegrammas teksta sākumā.

[25] 3. §. Katras zemes pārvalde nosaka, kādas no savā zemē lietojāmām valodām tā atļauj lietot atklātās valodas telegrammās starptautiskā satiksmē. Latīņu un esperanto valodas ir atļautas.

10. pants.

Norunātā valoda.

[26] 1. §. Norunātā valoda sastāv no māksligi radītiem vārdiem vai arī no istiemi vārdiem, kam tomēr nav tās nozīmes, kādu tiem parasti piešķir valodā, kuŗai tie pieder un kas tādēj nesastāda saprotamus teikumus kādā no telegrafa korespondēcē pieblaistām vispārlietojāmām valodām vai, arī no iepriekš noteikto istu un māksligi radīto vārdu sakopojuma.

[27] 2. §. (1) Par telegrammu norunātā valodā sauc telegrammu, kuŗas teksts sastādīts sādā valodā.

[28] (2) Norunātā vārds, isti vai māksligi, nedrikst saturēt vairāk par pieciem burtiem; tos var brīvi radīt. Tie nedrikst saturēt akcentēto burtu ē.

[29] 3. §. Ierēdnis, kas pieņem telegrammu norunātā valodā, ieraksta telegrammas oriģinālveidlapas galveņa sākumā dienesta norādījumu „CDE“, kas pārraīdāms līdz saņemšanas vietai.

[30] 4. §. CDE telegrammas apmaksā Ārciropas satiksmē ar 6/10 pilna tarifa un Eiropas satiksmē — ar 7/10 pilna tarifa.

[31] 5. §. (1) Telegrammas, kuŗas teksts satur vārdu kā norunātā valodā, tā arī atklātā valodā, vai ciparus un ciparu grupas, pie tarifēšanas uzskata kā sastādītas norunātā valodā. Tomēr:

[32] a) ciparu vai ciparu grupu skaits nedrīkst pārsniegt pusi no teksta un paraksta apmaksājamo vārdu skaita;

[33] b) bankas un tāmīdzīgas telegrammas, kas sastādītas atklātā valodā un kam teksta sākumā (9. panta 2. §) novietots viens kontroles vārds vai skaitlis, pie tarifēšanas neuzskata kā norunātā valodā sastādītas.

[34] (2) Norunātās valodas telegrammas, kuŗās ciparu grupas sastāda vairāk kā pusi no teksta un paraksta apmaksājamo vārdu skaita, pie tarifēšanas uzskata kā telegrammas šifrētā valodā.

[35] 6. §. Norunātās vai jauktas valodas telegrammas sūtītājam uz izejas iestādes vai pārvaldes pieprasījumu jāuzrāda kods, kas lietots telegrammas teksta vai tā dajas sastādīšanai.

11. pants.

Šifrētā valoda.

[36] 1. §. Šifrētu valodu sastāda:

1. arābu cipari, arābu ciparu grupas vai rindas ar slepenu nozīmi;
 2. vārdu, nosaukumi, izteicieni vai burtu grupējumi, izņemot burtu ē, kas neatbilst atklātās (9. pants) vai norunātās (10. pants) valodas nosaukumiem.

[39] 2. §. Vienā un tai pašā grupā nevar savienot ciparus un burtus ar slepenu nozīmi.

[40] 3. §. 9. panta 2. § minētos apzīmējumus neuzskata kā lietojamus ar slepenu nozīmi.

[43] 3. §. Katrs norādījums, pierakstījums, kasījums, svitrojums vai pārlabojums sūtitājam vai viņa vietniekam jāapliecina ar savu parakstu.

[44] 4. §. (1) Romiešu cipari kā tādi ir pielaisti, bet pa aparātiem tos pārraida kā arābu ciparus.

[45] (2) Tomēr ja sūtitājs vēlas, lai adresāts būtu informēts, ka domāti ir romiešu cipari, tad viņš raksta arābu ciparu vai ciparus un novieto pirms tiem vārdu „romiešu”.

[46] 5. §. Reizināšanas zīme (X) ir pielaista, kaut arī tai nav sava apzīmējuma tabulā. Pie pārraidīšanas to atvieto ar burtu X un skaita par vienu vārdu.

[47] 6. §. Apzīmējumus kā 30a, 30me, 30 ne, 10, 20, , 1' (minute), 1'' (sekunde) u. t. t. nevar pārraidīt ar telegrafa zīmēm. Lai tos pārtelegrafētu, sūtitājiem tie jāizteic vārdos, piemēram, iepriekš minētiem apzīmējumiem: 30 ar pakāpi a (vai 30 a), trentiēme (trīsdesmitais), trentaine (ap trīsdesmit), primo (pirmkārt), secundo (otrkārt) B dans losange (B romba ietverē), 1 minute, 1 sekunde u. t. t.

13. pants.

Telegarmmas sastāvdaju sakārtojums.

[49] Telegarmmas sastāvdajas jāraksta sekošā kārtībā: 1) sevišķi norādījumi, 2) adrese, 3) teksts un 4) paraksts.

14. pants.

Sevišķo norādījumu apzīmēšana.

[50] 1. §. Sevišķie norādījumi un to apzīmējumi pārraidīšanai.

Steidzama	=D=
Pa dajai steidzamā	=PU=
Ar samaksātu atbildi	=RPx=
Ar salīdzināšanu	=TC=
Ar telegrafisku paziņojumu par saņemšanu	=PC=
Ar paziņojumu pa pastu par saņemšanu	=PCP=
Secināt	=FS=
Piesūtīt pa pastu kā vienkāršu vēstuli	=Poste=
Piesūtīt pa pastu kā ierakstītu vēstuli	=PR=
Pieprasāma pastā	=GP=
Pieprasāma pastā kā ierakstīta vēstule	=GPR=
Gaisa pasts	=PAV=
Pieprasāma telegrafa	=TR=
Piesūtāma ar ziņnesi uz adresāta rēķina	=Expres=
Ziņnesim samaksāts	=XP=
Nododama adresāta paša rokās	=MP=
Vaijēji nododama	=Ouvert=
Tikai dienā piesūtāma	=Jour=
Ari nakti piesūtāma	=Nuit=
Ar X adresēm	=TMx=
Paziņot visas adreses	=CTA=
X dienas	=Jx=
Preses telegarmma	=Presse=
Atliekama telegarmma	=LC=
Pārraidāma pa semaforu	=SEM=
Vēstules telegarmma Eiropas satiksmē	=ELT=
Vēstules telegarmma Āreiropas satiksmē	=NLT=
Vēstules telegarmma atkarīgi no satiksmes pēc tarifa norādījumiem	=DLT=
Uz noteikta greznuma veidlapas parauga rakstāma telegarmma	=LX=
Apsveikuma telegarmma	=XLT=
Pārraidāma adresātam pa telefonu	=TF=
Uz saņēmēja pieprasījumu secināmu telegarmma	=Réexpédi de=
Meteoroloģiska telegarmma pēc pazemināta tarifa ST, uz kuru atbilde dota ar vienkāršu vēstuli	=OBS=
ST, uz kuru atbilde dota ar ierakstītu vēstuli	=Lettre=
Radiotelegarmmas tālāka pārraidīšana ar borta stacijas starpniecību	=Lettre RCM=
	=RM=

[51] 2. §. (1) Lietojot Reglamentā noteiktu sevišķu norādījumu, sūtitājam tas jāraksta telegarmmas oriģinālā tiesī pirms adreses.

[52] (2) Telegarmnas ar vairākām adresēm sūtitājam šie norādījumi jāraksta pirms katras tā saņēmēja adreses, uz kuļu tie attiecīnami. Tomēr, stiezdzamās telegarmmās, pa dajai steidzamās, preses, atliekamās vai salīdzināmās telegarmmās ar vairāk adresēm, pietiek, ja sevišķos norādījumus uzraksta tikai vienu reizi un pirms pirmās adreses.

[53] 3. §. Sevišķos norādījumus var rakstīt kaut kurā veidā. Tarifešanai un pārraidīšanā jālieto vienīgi Reglamentā noteiktie saisinātie apzīmējumi. Attiecīgā gadījumā, ja sūtitājs nav rakstījis norādījumus noteiktā saisinātā veidā, telegarmmas pieņēmējs to izsvitro un atvieto ar attiecīgo saisinājumu starp atdalīšanas zīmēm (piemēram =TC=).

15. pants.

Adreses sastādišana.

[54] 1. §. Telegarmmas piegādāšanas nodrošināšanai adresei jāsatur visi nepieciešamie norādījumi.

[55] 2. §. (1) Adresei jāsatur vismaz divi vārdi, kā pirmo — adresāta nosaukumu un kā otro — adreses vīcas telegrafa iestādes nosaukumu.

[56] (2) Ja adreses vietā nav starptautiskās satiksmes tīkls, tad jāpiemēro 62. panta nosacījumi.

[57] (3) Telegarmmu adresēs uz lielākām pilsētām jāuzrāda iela un mājas numurs vai, ja tie nav zināmi, adresāta nodarbošanās veids vai citi sīkāki adresātu norādoši apzīmējumi.

[58] (4) Pat maz apdzivotām vietām adresāta apzīmējumam jāsatur pēc iespējas kāds papildu norādījums, kas noderētu adreses iestādei.

[59] 3. §. Telegarmmas uz Ķīnu pielaista četrā ciparu grupu lietošana adresāta vārda un dzīves vīcas apzīmēšanai.

[60] 4. §. Adreses norādījumi jāraksta adreses vīcas zemes vai franču valodā, tomēr vārda, priekšvārda, firmas un dzīves vīcas nosaukumu norādījumus pieņem tā, kā sūtitājs tos uzrakstījis.

[61] 5. §. (1) Adresāta nosaukumam adresē var pievienot vārdu „téléphone” (telefons) un adresāta telefona numuru. Šini gadījumā adrese jāraksta pēc sekoša parauga: „Pauli téléphone Passy 5074 Paris”. Šādā gadījumā telegarmmu pārraida vai nepārraida adresātam pa telefoni pēc adreses iestādes iestādiem.

[62] (2) Ja sūtitājs vēlas, lai telegarmmu obligātoriski pārtelefonētu adresātam, tad pirms adreses jāraksta sevišķs norādījums =TF=, kam seko adresāta telefona numurs, piemēram: =TF, Passy 5074= Pauli Paris. Adreses iestādes pienākums tad ir pārraidīt telegarmmu pa telefonu, izņemot gadījumu, kad pēc adreses iestādes pārvaldes noteikumiem to nevar darīt.

[63] 6. §. Adresi var sastādit arī no adresāta vārda un pasta skapiša numura. Tādā gadījumā adrese jāraksta pēc sekoša parauga: „Pauli boîte postale 275 Paris”.

[64] 7. §. Ja telegarmma adresēta personai, kas dzīvo pie kādas citas personas, tad adresē, tieši pēc iestādiem „chez” (pie), „aux soins de” (nodot ar starpniecību) vai tamlīdzīga cita atzime.

[65] 8. §. Telegarmmu adresēs, uz pieprasījumu pastā vai telegrafa, jāuzrāda adresāta vārds; iničiālu, ciparu, tikai priekšvārdu vai pieņemtu vārdu lietošana nav atjauna.

[66] 9. §. Adresi var rakstīt norunātā vai saisinātā veidā. Tomēr adresātam ir tiesība pieprasīt telegarmmas piegādāšanu tikai tādā gadījumā, ja par šādas adreses lietošanu viņš vienojas ar adreses iestādi.

[67] 10. §. Ja telegarmmu piegādāšanu adreses vietā izdara vairākas dažādu pārvalžu un privātu uzņēmumu iestādes, tad iestādei, kas piegādā telegarmmu ar tai nezināmu norunātu adresi, pārējās iestādes sniedz visas vajadzīgās ziņas šādas telegarmmas piegādāšanai, ja šīs telegarmmas adrese reģistrēta kādā no šīm pārējām iestādēm.

[68] 11. §. Adreses vietas telegrafa iestādes nosaukums adresē jāievieto pēc adresāta un viņa dzīves vietas apzīmējumiem. Šīs nosaukums jāraksta tādā veidā, kā tas atzīmēts oficiālā iestāžu nomenklatūras 1. slejā. Šīm nosaukumam var pievienot tikai valsts vai valsts daļas nosaukumu, vai arī abus kopā. Pēdējā gadījumā valsts daļas nosaukums jānovieto tieši pēc adreses iestādes nosaukuma.

[69] 12. §. (1) Ja adreses vietas nosaukums vai radiotelegarmmas pārraidīšanai uzrādītais zemes stacijas nosaukums attiecīgā oficiālajā nomenklatūrā nav atrodams, tad pēc šā nosaukuma sūtitājam obligātoriski jāpievieno valsts daļas vai valsts nosaukums vai kāds cits norādījums, kas pēc viņa iestādiem būtu pietiekošs telegarmmas virzišanai. Tāpat jārakstīj, ja ir vairāk iestādes ar uzrādīto nosaukumu un ja sūtitājs nevar dot noteiktas ziņas vietas oficiālā apzīmējuma konstatēšanai.

[70] (2) Abos gadījumos telegarmmas pieņem tikai uz sūtitāja paša atbildibū.

[71] 13. §. Telegarmmas, kuļu adrese neabilst šā panta 2. (1), 8. un 12. (1) §§ paredziem nosacījumiem, no sūtitājiem nepieņem.

[72] 14. §. Visas nepilnas adreses gadījumos, ja sūtitājs tomēr pieprasī telegarmmas pārraidīšanu, telegarmmas pieņem tikai uz viņa atbildibū un viņam jācieš visas sekas, kas no tādas rīcības rastos.

16. pants.

Teksta sastādišana.

[73] 1. §. Telegarmmu teksts jāsastāda, ievērojot šā Reglamenta 8., 9., 10., 11. un 12. panta nosacījumus.

[74] 2. §. Telegarmmas, kas satur tikai adresi, nav pielaistas.

17. pants.

Paraksts un tā apliecināšana.

[75] 1. §. Paraksts nav obligātorisks; sūtitājs var to izteikt katrā veidā.

[76] 2. §. Sūtitājam ir tiesība pievienot telegarmmai savu paraksta apliecinājumu, ja apliecinājumu izdarījuši attiecīga iestāde pēc nosūtišanas zemes likumiem. Viņš var pieprasīt šā apliecinājuma vārdisku pārrajidījumu vai ar teikumu: „signature legalisée par...” (parakstu apliecinājīs ...). Apliecinājums seko telegarmmas parakstam.

[77] 3. §. Nosūtišanas iestāde pārbauda apliecinājuma pareizību. Ja apliecinājums nav izdarīts pēc nosūtišanas zemes likumiem, tad to nepieņem un nepārraida.

VI NODĀLA.

Vārdu skaitīšana.

18. pants.

Nosacījumi, kas piemērojami visām telegarmmas daļām.

[78] 1. §. (1) Viss, ko sūtitājs uzrakstījis telegarmmas oriģinālā pārraidīšanai, ir apmaksājams un tādēj ieskaitāms apmaksājamo vārdu skaitā, izņemot virzišanas ceļa norādījumu.

[79] (2) Tomēr domū zīmes, ja tās telegarmmā lieto tikai dažādu vārdu vai grupu atdalīšanai vienu no otru, netarifē un nepārraida, bet pieturas zīmes, apostrofus un savienošanas zīmes pārraida un tādā gadījumā arī tarifē tikai uz sūtitāja noteiktu pieprasījumu.

[80] (3) Ja pieturas zīmes nav lietotas atsevišķi, bet seko viena otrai, tad tās tarifē kā ciparu grupas (7. un 8. §§).

[81] 2. §. Nav tarifējams telegarmmas šķiras apzīmējums, nosūtišanas iestādes nosaukums, telegarmmas numurs, nosūtišanas dienas datums un laiks, dienesta piezīmes, piemēram: „Etat” („Valsts”), „Percevoir” („Iekāsē”), norādījumi par telegarmmas virzišanu, vārdu, skaitī vai zīmes, kas ietilpst telegarmmas galvenī. Norādījumi, kas no šeit minētiem pienāk adreses iestādē, bet katrā gadījumā nosūtišanas diena un stunda, kas obligātoriski jāpārraida, jāievieto adresātam izsniedzamā telegarmmas veidlāpā.

[82] (2) Šos pašus norādījumus sūtitājs var arī pilnīgi vai pa dajai ietilpināt savas telegarmmas tekstā. Tādā gadījumā tie ieskaitāmi apmaksājamo vārdu skaitā.

[83] 3. §. Paraksta apliecinājums, tādā veidā, kādā tas pārraidīts, ietilpst apmaksājamo vārdu skaitā.

[84] 4. §. Pieņemot telegarmmu, kas satur vairāk par piecdesmit vārdiem, pieņēmējs ierēdnis atzīmē ar krustīju (pārraidītās kā „dubultsvitra” sk. 37, p. 8. § (1)) kāras piecdesmit vārdu kopas pēdējo vārdu (neatkarīgi no apmaksājamo vārdu skaita); apmaksājamie dienesta norādījumi un adrese ietilpst pirmā vārdu kopā.

[85] 5. §. Visās valodās par vienu vārdu skaitā:

a) katru sevišķu norādījumu, kas uzrādīts 14. panta 1. § otrā slejā;

[86] b) pārvedumu telegarmmas pieņemšanas pasta iestādes nosaukumu, izmaksas pasta iestādes nosaukumu un adresāta dzīves vietas nosaukumu. Ierēdnim pieņēmējam jāievēro 19. panta 2. § nosacījumi par pārvedumu telegarmmā;

[87] c) katru zīmi, burtu, atsevišķi rakstītu ciparu, pieturas zīmi, saisināšanas, savienošanas un atdalīšanas zīmi, ko pārraida uz sūtitāja vēlēšanos (1. §);

19. pants.

Adreses vārdū skaits.

[98] 1. §. Adresē par vienu vārdū skaita:

[99] a) adreses vietas telegrafa iestādes, zemes stacijas vai kustamās stacijas nosaukumu, kas rakstīts tā, kā tas ievests oficiālo nomenklatūru pirmajā slejā ar visiem šini slejā ievietotiem papildnorādījumiem;

[100] b) adreses telegrafa iestādes vai zemes stacijas nosaukumu, kas papildināts ar valsts vai tās daļas nosaukumu, ar abiem šiem nosaukumiem vai ar kādu citu norādījumu, ja iestādes vai stacijas nosaukums nebūtu vēl ievietots oficiālajās nomenklatūrās. (15. panta 12. §);

[101] c) Valstu vai to daju nosaukumus, ja tie rakstīti pēc minēto nomenklatūru norādījumiem, vai ar citiem apzīmējumiem, tā, ar kādiem tie minēti nomenklatūru ievados.

[102] 2. §. Ja 1. § a), b) un c) posmos minēto apzīmējumu atsevišķi vārdi, kas kopā skaitīti par vienu vārdu, nav sakopoti, tad ierēdnis pieņemējs šos atsevišķos vārdus apvieno vienā vārdā.

[103] 3. §. Ielu un māju apzīmējumus, kas sastāditi no cipariem un burtiem, skaita par tikdaudz vārdiem, cik reižu tais ietilpst 5 cipari vai burti, skaitot atlikumu par vienu vārdu.

[104] 4. §. Ciparu vai ciparu un burtu grupā, kas apzīmē mājas numuru, daju svitru par atsevišķu zimi neskaita, ari tad ne, ja sūtitājs to uzrakstījis telegrammas oriģinālā (12. panta 6. § 2).

[105] 5. §. Katrs no pārējiem adreses vārdiem skaitās par tikdaudz vārdiem, cik reižu tai ietilpst piecpadsmit zīmes, skaitot atlikumu, ja tāds ir, par vienu vārdu ari tad, ja telegramma sastādita slepenā valodā vai jauktā (atklātā un slepenā) valodā.

20. pants.

Teksta vārdū skaits.

[106] 1. §. (1) Telegrammās ar tekstu vienigi atklātā valodā katru parastu vārdu un katru pielaistu vārdu salikteni aprēķina par tikdaudz vārdiem, cik reižu tais ietilpst 15 zīmes, skaitot atlikumu, ja tāds ir, par vienu vārdu. Tirdzniecības zīmes skaita par tik daudz vārdiem, cik reižu tais ietilpst piecas zīmes, skaitot atlikumu par vienu vārdu.

[107] (2) Meteoroloģiskās telegrammās burtu x ciparu grupā, kurā tas ietilpst, skaita par vienu ciparu.

[108] (3) Tāpat kā norādīts (1) posmā, jāaprēķina vārdū skaits ari bankas un tāmūžīgās telegrammās, ja atklātā valodā rakstītā teksta sākumā atrodas vjens kontroles vārds vai skaitlis. Tomēr šāds kontroles vārds vai skaitlis nevar saturēt vairāk kā piecus burtus vai piecus ciparus.

[109] 2. §. Izņēmuma kārtā telegrafa iestāžu, zemes vai kustamu staciju nosaukumus, kā tie noteikti 19. panta 1. §, pilsētu, zemju un zemes daju nosaukumus var apvienot vienā vārdā, kuļu skaita pēc šā panta 1. § norādījumiem.

[110] 3. §. (1) Norunātā valodā, kāda tā noteikta 10. pantā, vārda garums aprobojots ar pieciem burtiem.

[111] (2) Vārdū atklātā valodā, kas ietilpst telegrammā ar tekstu jauktā (atklātā un norunātā) valodā, skaita par tik daudz vārdiem, cik reižu tai ietilpst pieci burti, atlikumu skaitot par vienu vārdu.

[112] (3) Ja telegrammas teksts jauktā valodā satur ari vēl daju šifrētā valodā, tad šifru grupas skaita par tik daudz vārdiem, cik reižu katrā ietilpst piecas zīmes, atlikumu skaitot par vienu vārdu.

[113] (4) Vārdu, kas neatbilst nosacījumiem par atklātu vai norunātu valodu, skaita par tik daudz vārdiem, cik reižu tais ietilpst pieci burti, skaitot atlikumu par vienu vārdu.

[114] 4. §. Ja telegrammas satur tikai izteicenus atklātā un grupas šifrētā valodā, tad tā tarifējama pēc pilna tarifa, piemērojot atklātas valodas izteiceniem šā panta 1. § nosacījumus, bet šifra grupām 18. panta 7. un 8. §§ nosacījumus.

21. pants.

Paraksta vārdū skaits.

[115] 1. §. Katru vārdū parakstā skaita par tik daudz vārdiem, cik reižu tai ietilpst piecpadsmit zīmes, skaitot atlikumu par vienu vārdu ari tad, ja telegrammas teksts būtu rakstīts slepenā vai jauktā (atklātā un slepenā) valodā.

[116] 2. §. Tomēr telegrafa iestāžu un kustamu staciju nosaukumus, kā norādīts 19. panta 1. §, pilsētu, zemju un zemes daju nosaukumus var apvienot vienā vārdā, skaitot to pēc 20. panta 1. § norādījumiem.

22. pants.

Vārdū skaits apzīmējums telegrammas galveni.

[117] 1. §. Ja pēc tarifēšanas norādījumiem aprēķinātais vārdū skaitis nav vienāds ar isto vārdū skaitu (ieskaitot atsevišķos burtus un ciparus, burtu un ciparu grupas, pieturas un citas zīmes), tad, izņemot dienesta telegrammas un bezmaksas dienesta paziņojumus, vārdū skaitis jāizteic ar daju skaitli, kuļu skaitītājs apzīmē pēc tarifēšanas norādījumiem aprēķināto vārdū skaitu un saucējs — isto vārdū skaitu.

[118] 2. §. Sie nosacījumi piemērojami:

1) ja telegrammā atklātā valodā ietilpst vārdi ar vairāk nekā 15 zīmēm;

2) ja telegrammā norunātā valodā ietilpst vārdi atklātā valodā ar vairāk nekā 5 burtiem;

3) ciparu vai burtu grupām ar vairāk nekā 5 zīmēm.

23. pants.

Nepareizības vārdū skaitīšanā. Kļūdu izlabošana.

[119] 1. §. Ja telegramma atklātā valodā vai jauktas telegrammas daja atklātā valodā bez vārdiem sūtišanas zemes valodā vai valodās — satur ari vēl vārdu citās valodās, kuļu saliktei vai sagrozījumi neatbilst šīs valodas pareizrakstībai, tad atkāpjoties no 18. panta vispārīgā norādījuma, pārvaldēm ir tiesība norādīt adreses iestādei pieprasīt maksas iztrūkumu no adresāta. Ja adresāts atskās maksāt, tad adreses iestāde var telegrammu vijam neizsniegt.

[120] 2. §. Pārvaldes, kas piemēro šādu nosacījumu, paziņo par to citām pārvaldēm.

[121] 3. §. Ja adresāts atskās maksāt, tad nosūtišanas iestādei pārraida šādu dienesta paziņojumu: „A Wien Paris 18 1710 (sūtišanas diena un laiks) 456 dishuit Lemoine (telegrammas numurs, ar burtiem izteikts datums, adresāta vārds) (nepareizi saliktie vai sagrozītie vārdi); mots (uzrādit, cik vārdu bija jāapmaksā).“ Ja sūtitājs, kuļam par telegrammas neizsniegšanas iemeslu noteiktā kārtā paziņots, ar mieru samaksāt iztrūkumu, tad adreses iestādei jānosūta šāds dienesta paziņojums: „A Paris Wien 18 1940 (nosūtišanas diena un stunda — 456 dishuit Lemoine (telegrammas numurs, ar burtiem izteikts datums, adresāta vārds) complement perçu (iztrūkums samaksāts).“ Pēc šā dienesta paziņojuma saņemšanas adreses iestāde izsniedz āizturēto telegrammu.

[122] 4. §. Pienērojot šo pantu, tāpat arī 18. panta 5., 6., 7., 8. un 10. §§ 19. panta 2. § un 20. pantu, kuģus uzskaņa par tās valsts teritorijas daju, pie kuģas tie pierder.

[123] 5. §. Ja nosūtišanas vietas pārvalde konstatē, ka maksā par telegrammu nav iekāsta pilnā apmērā, tā var pieprasīt iztrūkumu no sūtitāja; to pašu dara ari, ja kāda transīta vai adreses vietas pārvalde paziņo par šādām nepareizībām. Šādā gadījumā, ja papildmaksas iekāšana iespējama, katrai ieinteresētai pārvaldei pārskaita tās maksas daju.

[124] 6. §. Neviena transīta vai adreses vietas iestāde, izņemot 1. § noteikto gadījumu, nevar aizturēt telegrammas pārraidīšanu vai izsniegšanu.

[125] 7. §. Ja adreses iestāde konstatē, ka atliekama telegrafo, kas nav sastādita sūtišanas zemes valodā vai valodās, neatbilst 75. panta 2. § nosacījumiem, vai, ka atlie-

kama telegramma neatbilst 75. panta §§ 4., 5. (1) un (2) §§ nosacījumiem, tad šī iestāde var iekāset no adresāta papildu maksu, kas līdzīns pilna tarifa un atliekamas telegrammas maksas starpībai.

[126] 8. §. Sie nosacījumi piemērojami arī vēstules telegrammām un apsveikuma telegrammām.

[127] 9. §. Ja adresāts atskās maksāt, tad piemērojami 1. un 3. §§ nosacījumi.

24. pants.

Vārdū skaitīšanas piemēri.

[128] Sekojošie piemēri ir tuvāki norādījumi pie vārdū skaitīšanas nosacījumiem.

	Vārdū skaits
adresē	tekstā un parakstā
New York 1)	1 2
Newyork	1 1
Frankfurt Main 1)	1 2
Frankfurtmain	1 1
Sanct Poelten 1)	1 2
Sanctpoelten	1 1
Emmingen Kr. Soltau 1) 2)	1 3
Emmingenkröltau (16 burtu)	1 2
Emmingen Württ 1) 2)	1 2
Emmingenwürtt	1 1
New South Wales 1)	1 3
Newsouthwales	1 1
— Rp 2.50 (sevišķs norādījums)	1
— Réexpédié de Tokio= (sevišķs norādījums)	1

	Vārdū skaits
Van de Brande	3
Vandebrande	1
Van debrande	2
Du Bois	2
Dubois (uzvārds)	1
Beigrave square	2
Belgravesquare	1
Hyde Park	2
Hydepark	1
Hydepark square	2
Hydeparksquare	1
Saint James street	2
Saint James street	3
Saint Jamesstreet (16 burtu)	2
Stjamesstreet	1
5th Avenue	2
332nd Street	2
East 36 street	3
East thirtysix street	3
East thirtysixstreet	2
Rue de la paix	4
Rue dela paix	3
Rue de lapaix	3
Rue delapaix	2
Ruedelapaix	1
Boulevarditaliens (17 burtu)	2
Boulevarddestialiens (20 burtu)	2
Bditaliens	1
Corso Umberto	2
Corsoumberto	1
Corso Carlo Felice	3
Corso Carlotelice	2
Corsocarlotelice (16 burtu)	2

Māju numuri.	Vārdū skaits
5 bis (adresē pārraidit 5/bis)	1
15 A vai 15a (adresē pārraidit 15/a)	1
15 — 3 vai 15 ³ (pārraidit 15/3)	1
15 bpr adresē (pārraidit 15/bpr) (5 zīmes)	1
15/3 h 1 (adresē pārraidit 15/3/h/1) (5 zīmes)	1
15 bis/4 (adresē pārraidit 15/bis/4) (6 zīmes)	2
A 15 (adresē pārraidit a/15)	1
1021 A/5 (adresē pārraidit 1021/a/5) (6 zīmes)	2
19 B/4 ūg (adresē pārraidit 19/b/4/ūg) (6 zīmes)	2

Two hundred and thirty four	5
Twohundredandthirtyfour (23 burti)	2
Trois deuxtiers	2
Troisdeuxtiers	1
Troisneufdixièmes (17 zīmes)	2
Sixfoursix (646 vietā)	1
Quatorzevingt (1420 vietā)	1
Eentweezes (126 vietā)	1
Einzweijver (124 vietā)	1
Un deux quatre (tris dažādi cipari)	3
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	6
Deuxmillecentquatrevingtquatorze (32 burti)	3
Responsabilité (14 burtu)	1
Incomprehensible (16 burtu)	2

Wie geht's 3)	4

<tbl

	Vārdū skaits
444,5 (5 zimes)	1
444,55 (6 zimes)	2
44,2 (4 zimes)	1
44, (3 zimes)	1
27 th	1
17me	1
233rd	1
2% (4 zimes)	1
2 p %	3
2 00 (5 zimes)	1
2 p 0,00	3
54—58 (5 zimes)	1
10 francs 50 centimes (vai) 10 fr. 50 c.	4
10 fr. 50	3
fr. 10,50	2
dixcinquante	1
11 h. 30	3
11,30	1
huit/10	2
5/ douzièmes	2
May/August	3
15×6 (pārraidit 15 x 6)	3
E.	1
Envchf (tirdzniecības zīme vai burtu grupa)	2
GHF	1
G H F	3
G. H. F. (tris grupas pa divi zīmēm)	3
AP (4 zimes).	1
M	1
GHF45 (tirdzniecības zīme) (5 zimes)	1
G H F 45.	4
G. H. F. 45	4
197a (tirdzniecības zīme) (9 zimes)	2
199a M (tirdzniecības zīme)	3
21070 A (1) (tirdzniecības zīme) (sešu zīmju grupa, iekavas un skaitlis)	1
D 1003 (lidierces apzīmējums)	1
Detausenddrei (lidierces apzīmējums)	1
L'affaire est <u>urgente</u> , partir sans retard (7 vārdi, 2 pasvitrojumi)	9
L'affaire est <u>urgente</u> , partir sans retard (7 vārdi, 2 pasvitrojumi, 1 zīme)	10
Reçu indirectement de vos nouvelles (assez mauvaises) télégraphiez directement (9 vārdi, 1 iekavas)	10

VII. NODALA.

Tarīfi un tarifešana.

25. pants.

Eiropas un Āreiropas noteikumu kārtība.

- [129] 1. §. Maksu un zināmu dienesta nosacījumu piemērošanā telegrammas padotas Eiropas vai Āreiropas noteikumu kārtībai.
[130] 2. §. Eiropas noteikumu kārtībai padotas visas Eiropas valstis, Alžira un tie Āreiropas apgabali, kurus attiecīgās pārvaldes uzrādījušas kā padodamus šai kārtībai.
[131] 3. §. Āreiropas noteikumu kārtībai padotas visas pārējās valstis, kas iepriekšējā paragrafā nav minētas.
[132] 4. §. Telegamma padota Eiropas noteikumu kārtībai, ja to pārraida vienīgi pa šo noteikumu kārtībai padotiem ceļiem.
[133] 5. §. Valdības, kuļas pārvalda tādus Āreiropas satiksmes ceļus, kas pēc šo valdību norādījumiem padotas konvencijas noteikumiem, oficiāli paziņo, kāda noteikumu kārtība, Eiropas vai Āreiropas, tiem jāpiemēro. Šajā deklarācijai jāizriet no ierakstiem maksu tabulās vai arī tā jāpaziņo vēlāk ar Savienības biroja starpniecību.

26. pants.

Maksas sastādišana.

- [134] 1. §. Maksa starptautisko telegrammu pārraidīšanai pa telegrafu vai pa radio-telegrafu sastādās:
[135] a) no sūtišanas un adreses vietas pārvalžu gala taksēm;
[136] b) no starpnieku pārvalžu transita taksēm tai gadījumā, kad telegrammas pārraida pa šo pārvalžu teritorijām, iestādēm vai satiksmes ceļiem;
[137] c) attiecīgā gadījumā no transita taksēm, kas pienākas abām radio-telegrafa stacijām par radiotelegrafisku pārraidījumu, vai kas pienākas par pārraidījumu pa jūras kābejiem.
[138] 2. §. Maksām, kas aplētas pēc 1. § nosacījumiem korespondences izmaiņai starp divu Savienības zemju iestādēm, jābūtvienādām viena un tā paša ceļa abos virzienos.
[139] 3. §. Maksu nosaka vienam vārdam. Tomēr:
[140] a) par telegammu norunātā valodā obligatoriski jāņem maksi vismaz par picciem vārdiem;
[141] b) pēc Eiropas noteikumu kārtības katrai pārvaldei ir tiesība noteikt telegammas maksas minimumu, kas nedrīkst pārsniegt vienu franku piecdesmit santimus (1 fr. 50), vai arī saskaņā ar 30. un 31. pantu, noteikt maksu pārvaldei vispiemērotākā veidā.
[142] 4. §. Katra pārvalde, kas iekārtojusi tiešu starptautisku transita ceļu, var prasīt no gala pārvaldēm nodrošināt zināmus minimālus transita maksu ieņēmumus.

27. pants.

Eiropas noteikumu kārtības pamata takšu noteikšana.

- [143] 1. §. (1) Eiropas noteikumu kārtībai takses nosaka pēc Savienības biroja publicētās A tabulas. Tomēr šīs takses nedrīkst pārsniegt:
[144] a) divpadmisit santimus (0 fr. 12) kā gala takse un septiņus santimus (0 fr. 7) kā transita takse sekošām valstīm: Vācijai, Spānijai, Francijai, Lielbritanijai, Itālijai;
[145] b) trīsdesmit piecus santimus (0 fr. 35) kā gala takse un trīsdesmit santimus (0 fr. 30) kā transita takse Padomju Sociālistisko Republiku Savienībai;
[146] c) divdesmit santimus (0 fr. 20) kā gala takse un piecpadmisit santimus (0 fr. 15) kā transita takse Turcijai;
[147] d) deviņus santimus (0 fr. 09) kā gala takse un septiņus santimus (0 fr. 07) kā transita takse pārējām Eiropas valstīm.
[148] (2) Pagaidām izņēmuma veidā Somijai, Islandei, Norvēģijai, Polijai un Zviedrijai gala takse noteikta desmit santimu (0 fr. 10). Transita takse šīm valstīm ir septiņi santimi (0 fr. 07).
[149] 2. §. (1) Korespondenci, kuļu pārraida radioelektriskā ceļā starp zemēm, kas padotas Eiropas noteikumu kārtībai, 26. panta 1. § c) posmā noteiktā takse nevar būt zemāka par telegrafa taksēm, kas transita pārvaldēm pienāktos par tām pašām telegrāmām, ja tās būtu pārraidītas pa vislētāko telegrafa ceļu.

[150] (2) Kad pārraidījumus izdara starp divām valsts radio stacijām, tad transita takšu kopsummu sadala starp tām divās vienlīdzīgās daļas. Ja viena vai vairākas valsts radio stacijas uz vislētākā telegrafa ceļa piedalās pārraidīšanā kā starpnieces, tad takses sadala tādā pat kārtā katram ceļa posmam.

[151] 3. §. Ja starpnieces stacijas neatrodas uz vislētākā ceļa, tad no sūtītāja iekāršamā maksa nevar būt zemāka par maksu, kas pienākas par vislētāko telegrafa ceļu; šo maksu nosaka un sadala starp ieinteresētām pārvaldēm pēc vienošanās. Gala taksēm jāatbilst noteiktām normālām taksēm.

[152] 4. §. (1) Eiropas noteikumu kārtībai padotām pārvaldēm ir tiesība pazemināt gala vai transita takses. Tomēr šādu grozījumu nodomam un sekām nav jābūt konkurencei maksu ziņā ar citiem ceļiem, bet gan gādāt publikai vairāk ceļu ar vienādām maksām.

[153] (2) Maksas jāsastāda tādas, lai sūtišanas vietas gala takse būtu vienmēr viena un tā pati neatkarīgi no pārraidīšanas ceļa. Tas pats jāievēro, noteicot adreses vietas gala taksi.

[154] (3) Šādā veidā aplētas maksas jāpaziņo Savienības birojam A saraksta papildināšanai.

[155] 5. §. Telegrammām starp divām Eiropas noteikumu kārtībai padotām valstīm un pa visiem ceļiem vienmēr jāpiemēro tā ceļa maksā, kuļas takšu kopsumma, ieskaitot pamata takses un, attiecīgā gadījumā, kābeju vai radiotelegrafa takses pēc A saraksta ir viszemākā, ar 3. § un 6. § noteiktiem izņēmumiem.

[156] 6. §. Tomēr, ja sūtītājs, izlietojot 47. pantā minēto tiesību, ir norādījis virzīšanas ceļu, tad no viņa jāiekasē šīm ceļam atbilstošā maksi.

28. pants.

Āreiropas noteikumu kārtības pamata takšu noteikšana.

[157] 1. §. Āreiropas noteikumu kārtības gala un transita takses nosaka pēc Savienības biroja publicētā B saraksta. Tomēr Āreiropas noteikumu kārtībai padoto zemju takses, izņemot Padomju Sociālistisko Republiku Savienību, nedrīkst pārsniegt:

[158] a) divdesmit santimus (0 fr. 20) kā gala takse un piecpadmisit santimus (0 fr. 15) kā transita takse, Vācijai, Spānijai, Francijai, Lielbritanijai, Itālijai un Turcijai);

[159] b) piecpadmisit santimus (0 fr. 15) kā gala takse un divpadsmit santimus (0 fr. 12) kā transita takse visām pārējām valstīm.

[160] 2. §. Āreiropas noteikumu kārtībai padotām pārvaldēm ir tiesība Āreiropas satiksmē grozit atjauno maksimālo takšu robežas, un Āreiropas noteikumu kārtībai padotām pārvaldēm ir tiesība grozit gala un transita takses visās šo pārvalžu satiksmēs vai to daļas ar noteikumu, ka noteiktās gala takses piemērotu visiem ceļiem divu valstu satiksmē.

[161] 3. §. (1) Āreiropas satiksmē katra pārvalde norāda savām iestādēm ceļus, kuļu takses jāpiemēro telegammām, kas no sūtītājiem nodotas bez virzīšanas ceļa norādījumiem. Ja pārvaldes noteiktais ceļš nav vislētākais, tad sūtišanas vietas pārvaldes pienākums ir uzdot norādīt šo ceļu telegammas galveni, ja šāds norādījums vajadzigs, lai nodrošinātu telegammas virzīšanu pa šo ceļu.

[162] (2) Telegammām ar virzīšanas ceļa norādījumu piemēro 27. panta 6. § nosacījumi.

29. pants.

Jauno takšu piemērošanas laiks.

[163] 1. §. Katra jaunā takse, katrs grozījums tarīfi vai tā daļā piemērojams ne agrāk kā 15 dienas pēc tā izsludināšanas (notifikācijas) 2) no Savienības biroja, neieskaitot izsludināšanas dienu un sākot ar šīm termiņam sekojošo mēneša 1. vai 16. datumu.

[164] 2. §. (1) 15 dienu laiks samazināts uz 10 dienām grozījumiem, kuļu mērķis ir pielidzināt takses jau agrāk izsludinātām tās pašas satiksmes ceļu taksēm.

[165] (2) Tomēr radiotelegrammām no kustamām stacijām grozījumus telegamma tarīfos piemēro tikai pēc viena mēneša no 1. § noteiktiem termiņiem.

[166] 3. §. Iepriekšējo paragrafu nosacījumiem nav izņēmumu.

30. pants.

Takšu noapalošana.

[167] 1. §. Pēc 25.—29. panta aplēstās takses var noapajot uz augšu vai uz leju, piemērojot Savienības biroja sarakstos publicētās normālās vārdū maksas, vai arī paaugstinot vai pazeminot šīs normālās maksas sakarā ar sūtišanas valsts naudas sistemu vai citiem apstākļiem.

[168] 2. §. Pēc iepriekšējā paragrafa nosacījumiem grozījumus var izdarīt tikai tai taksē, ko nem sūtišanas vietas iestāde, bet tie neiespējot takšu sadalījumu starp pārējām ieinteresētām pārvaldēm. Šie grozījumi jāizdara tādā kārtā, ka starpība starp maksu, ko nem par 15 vārdu telegammu, un maksu, kas pienāktos par šādu telegammu pēc Biroja sarakstiem, nepārsniegt nākošā pantā noteiktā zelta frankam ekvivalentā vērtībā vienu šīs pēdējās maksas, t. i. vārda maksas piecpadsmito daļu.

31. pants.

Naudas ekvivalenta noteikšana.

[169] 1. §. Lai nodrošinātu 26. panta 3. § noteikto takšu vienlīdzību, savienības valstis nosaka takšu piemērošanai zināmu ekvivalentu savā valūtā pēc iespējas tuvāk zelta franka vērtībai.

[170] 2. §. Katra valsts paziņo tieši Savienības birojam tās nosacito ekvivalento vērtību. Savienības birojs sastāda ekvivalento vērtību sarakstu (tabulu) un piesūta to visām Savienības pārvaldēm.

[171] 3. §. Zelta franka ekvivalenta vērtība var katrā valsti svārstīties uz augšu vai uz leju sakarā ar šīs valsts valūtas svārstībām.

Pārvalde, kura maina savas valūtas ekvivalentu, nosaka dienu, ar kuļu sākot tā nemis takses pēc jaunā ekvivalenta, un paziņo par to Savienības birojam, kas savukārt to izziņo visām Savienības pārvaldēm.

VIII NODALA.

Maksu pēmīšana.

32. pants.

Maksas telegammu nosūtot un sapemot.

[172] 1. §. Maksas par telegammu nem pie tās nosūtišanas šīni Reglamentā noteiktiem izņēmumiem, kad šo maksu nem no adresāta.

[173] 2. §. Starptautiskās telegammas sūtītājam ir tiesība pieprasīt kvīti ar samaksāto summu. Sūtišanas vietas pārvaldei ir tiesība nemīt par šo kvīti savā labā sevišķu maksu, bet ne vairāk kā 50 santimus (0 fr. 50).

[174] 3. §. Ja adreses vietā par telegammu vēl jāiekasē kāda maksi papildām, tad telegammu izsniedz adresātam tikai pret šīs maksas samaksu, izņemot gadījumus, kad Reglaments nosacījis citādu kārtību (59., 60. un 62. pants).

[175] 4. §. Ja piemaksas somma adreses vietas iestādē nav iekasēta, tad zaudējumu cīņeš adreses vietas pārvalde, izņemot gadījumus, kad saskaņā ar Konvencijas 13. pantu pastāv sevišķa vienošanās šīni lietā.

[176] 5. §. Vajadzības gadījuma telegamma pārvaldem pēc iespējas jārūpejelas par drošības naudas ieturēšanu no sūtītāja tādu maksu segšanai, kuļas adreses vietas nav iespējams iekasēt adresāta atteikšanās vai neattrašanas dēļ, izņemot gadījumu, kad Reglaments nosacījis citu kārtību (60. p. 4. §).

33. pants.

Aizliegums piešķirt rabatu. Sankcijas.

[177] Savienības pārvaldēm ir tiesība piemērot sankcijas privātiem uzņēmumiem, kas tieši vai ar savu aģēntu vai apakšaģēntu starpniecību piešķirtu sūtitājiem vai adresātiem, kaut kādā veidā (par vārdiem, telegrammām, ar prēmijām u. t. t.) rabatu un šāda veida pazeminātu savienības biroja izsludinātās taksēs. Šīs sankcijas var izteikties satiksmes pārtraukšanā ar šiem uzņēmumiem.

34. pants.

Nepareizības maksu iekasēšanā.

[178] 1. §. Kjūdas dēļ mazāk iekasētās maksas jāiekasē no sūtitāja papildam.
[179] 2. §. Kjūdas dēļ vairāk iekasēto maksu, tāpat arī pastmarkās par telegrammu vairāk samaksāto maksu, atmaksā sūtitājam uz viņa lūgumu, ja tas iesniegts 82. panta 1. § nosacītā laikā.

IX NODĀLA.

Pārraidīšanas zīmes.

35. pants.

Starptautisko telegrafa alfabētu № № 1 un 2 pārraidīšanas zīmes (signāli).
Morzes, Juza un Simensa aparātiem.

[180] 1. §. Sekošas tabulās ievietotas starptautisko telegrafa alfabētu № № 1 un 2, un Morzes, Juza un Simensa aparātu zīmes.

[181] 2. §. Daudzkārtīgo aparātu zīmes pēc starptautiskā alfabēta № 1.

[182] Burti.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z.

[183] 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0.

Cipari.

Picturas un citas zīmes.

Punkts
Kommats
Kols
Jautājamā zīme
Isināšanas zīme
Plus (vairāk)
Savienošanas vai domu zīme
Daju svitra
Dubultsvitra
Procents
Kreisā iekava
Labā iekava
Kjūda

[185] Attālumu starp diviem vārdiem, starp diviem skaitļiem vai starp vārdu un skaitli atzīmē ar „starpu“ (blanku). Tāpat skaitlis jāatdala ar „starpu“ no zīmes, kurā nepieder pie šā skaitļa. No cipariem un burtiem sastādita grupa jāatdala no iepriekšēja un sekojoša izteiciena (vārda vai skaitļa) ar divām „starpām“. Daju skaitlis, vai skaitlis, kurā ietilpst daju skaitlis, jāatdala no iepriekšējās vai sekojošās burtu vai ciparu grupas ar divām „starpām“, bet daju skaitlis jāatdala no vesela skaitļa, uz kurū daju skaitlis attiecas, ar vienu „starpu“.

Piemēri: 1 3/4, bet ne 13/4; 3/4 8, bet ne 3/48; 363 1/2 45642, bet ne 363 1/245642.

[186] Pirms un pēc svitrotiem vārdiem vai teksta daļām jāliek divas savienošanas zīmes (piemērs: — — nekavējoties — —); šādi vārdi vai teksta daļas adreses iestādes ierēdnim jāpasvitro ar roku.

[187] Akcenti uz E jāpieraksta ar roku, ja tie vajadzīgi vārda pareizai izpratnei (piemērs: achēte, achetē). Šīni gadījumā pārraidītājs ierēdnis atkārto attiecīgo vārdu pēc paraksta, pārraidot E ar akcentu starp divām „starpām“, lai adreses iestādi darītu uzmanīgu.

[188] Iestādes izsaukšanai pārraida vārdu „oh“ ar sekojošu izsaucamās iestādes apzīmējumu un dažas reizes pārmaiņus piespiezot taustījus: „burtu starpa“ un „ciparu starpa“.

[189] Kjūdas zīme ×

[190] Norādījumam „uzgaidit“ lieto grupu: ATT

[191] Telegrammas beigu zīme: +

[192] Pārraidīšanas beigu zīmes: + ?

[193] Darba beigu zīmes + + (divas zīmes). Tās dod iestāde, kas pārraidījusi pēdējo telegrammu.

[194] Sekojošā tabulā uzrādīti strāvu sakopojumi burtu un zīmu pārraidīšanai, ar dažādo impulsu polaritātes norādījumiem:

Starptautiskais telegrafa alfabēts № 1.

Sakopojumu numuri	Burtu rinda	Ciparu rinda	Impulsu numuri				
			1	2	3	4	5
1	A	1	—	+	—	+	—
2	B	8	+	—	—	—	—
3	C	9	—	—	—	—	—
4	D	0	—	—	—	—	—
5	E	2	+	—	+	+	—
6	F	1)	+	—	—	+	—
7	G	7	+	—	—	—	+
8	H	—	—	—	—	—	—
9	I	—	—	—	—	—	—
10	J	6	—	+	—	—	—
11	K	(—	—	—	—	—
12	L)	—	—	—	—	—
13	M)	—	—	—	—	—
14	N	—	—	—	—	—	—
15	O	5	—	—	—	+	+
16	P	%	—	—	—	—	—
17	Q	—	—	—	—	—	—
18	R	—	+	—	—	—	—
19	S	—	—	+	—	—	—
20	T	—	—	—	+	—	—
21	U	—	—	—	—	+	—
22	V	—	—	—	—	—	—
23	W	?	—	—	—	—	—
24	X	—	—	—	—	—	—
25	Y	3	+	—	—	—	—
26	Z	*	—	—	—	—	—
27	Kamaniņu atpakaļgājiens	—	—	—	—	—	—
28	Rindas maiņa	2)	—	+	+	+	—
29	Burtu blanka (starpa)	—	+	+	+	—	—
30	Ciparu blanka (starpa)	—	+	+	—	+	—
31	Kjūda ×	Kjūda *	—	—	—	—	—
32	Miera stāvokiņš	—	—	—	—	—	—

3. §. Neritmisku aparātu zimes pēc starptautiska alfabēta № 2.

[195] Burti.
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
Cipari.
1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

Picturas un citas zīmes.

Punkts
Kommats
Kols
Jautājuma zīme
Isināšanas zīme
Plūs (vairāk)
Savienošanas vai domu zīme
Daju svitra
Dubultsvitra
Kreisā iekava
Labā iekava

[196] Noteikumus, kurus piemēro daudzkārtīgiem aparātiem, pārraidot vārdus, veselus skaitļus, daļu skaitļus, pasvitrotus vārdus vai teksta daļas un burtus ē un ē, piemēro arī neritmiskiem aparātiem.

[197] Lai dotu „starpu“ (blanku) pārraida zīmi „starpa“.

[198] Lai uzrādītu kjūdu pārraidīšanā, pārraida divas x zīmes vienu pēc otras bez kādas pieturas zīmes.

[199] Automatiskā pārraidīšanā lieto signālu: „burti“, kas šīni gadījumā nozīmē „svitrojums“.

[200] Vārda „uzgaidit“ telegrammas beigu pārraidīšanai un darba beigu pārraidīšanai lieto tās pašas zīmes kā ar daudzkārtīgiem aparātiem (2. §).

[201] Sekojošā tabulā uzrādīti strāvas sakopojumi burtu un zīmu pārraidīšanai ar norādījumu par dažādu impulsu polaritāti.

Starptautiskais telegrafa alfabēts № 2.

Sakopojumu №	Burtu rinda	Ciparu rinda	Impulsu №				
			1	2	3	4	5
1	A	—	—	—	—	—	—
2	B	?	—	—	—	—	—
3	C	:	—	—	—	—	—
4	D	1)	—	—	—	—	—
5	E	3	—	—	—	—	—
6	F	1)	—	—	—	—	—
7	G	1)	—	—	—	—	—
8	H	1)	—	—	—	—	—
9	I	8	—	—	—	—	—
10	J	Akustisks signāls	—	—	—	—	—
11	K	(—	—	—	—	—
12	L)	—	—	—	—	—
13	M	,	—	—	—	—	—
14	N	,	—	—	—	—	—
15	O	9	—	—	—	—	—
16	P	0	—	—	—	—	—
17	Q	1	—	—	—	—	—
18	R	4	—	—	—	—	—
19	S	—	—	—			

[214] Ja pieņemējai iestādei nav iebildumu, tad pārraidītāja iestāde var lietot šīs zīmes arī tegrammu galveņos, izņemot sūtītājas iestādes atšķirības numuru, tāpat var lietot tādu tegrammu tekstos, kas satur vienīgi ciparus. Šīs pēdējā gadījumā tegrammām jāpievieno dienešta atzīme: „en chiffres“ („ciparos“).

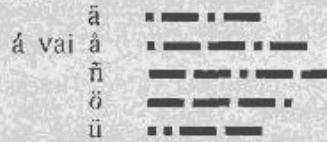
[215] Pieturas un citas zīmes.

Punkts
Kommats	,
Kols	:
Jautājamā zīme vai pieprasījums [?] atkārtot nesaprota mi pārraidītu tekstu	[?]
Isināšanas zīme	[']
Savienošanas vai domu zīme	[—]
Daju svitra	/
Iekavas (pirms un pēc vārdiem)	()
Pasvītrojums (pirms un pēc attiecīgiem vārdiem)	—
Dubultsvitra	=
„Saprotu“ jeb „Labi“	[=]
Plus vai tegrammas beigu vai pārraidīšanas beigu zīme	—
Uzaicinājums pārraidīt tegrammu	—
Uzgaidīt	—
Darba beigšanas zīme	—
Sākšanas zīme (ikkatrās pārraidīšanas sākumis)	—
Atdalīšanas zīme jauktos skaitlos starp veselo un daju skaitli	—
Klūda	—

[216] Lai novērstu iespējamas klūdas, pārraidot skaitlus, kas satur dajas, jāpārraida atdalīšanas zīme pirms vai pēc daju skaitļa, skatoties, kā daja novietota.

Piemēri: skaitli 1 1/16 pārraidis 1 — 1/16, lai nelasitu 11/16; skaitli 3/4 8 pārraidis 3 4 — 8, lai nelasitu 3/48; skaitli 21/22 2 pārraidis 2 — 1/2 — 2, lai nelasitu 21/22.

[217] Sekošos neobligatoriskos burtus var, izņemuma kārtā, lietot satiksmē starp zemēm, kas par to vienojušās:



§. 5. Jūza aparāta zīmes.

[218] Burti.
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

[219] Cipari.
1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

[220] Pieturas un citas zīmes.

Punkts
Kommats	,
Kols	:
Jautājamā zīme	?
Isināšanas zīme	,
Plus	+
Savienošanas vai domu zīme	—
Daju svitra	/
Dubultsvitra	=
Kreisā iekava	(
Labā iekava)

[221] Noteikumi, kurus piemēro daudzkārtīgiem aparātiem, pārraidot vārdus, veselus skaitlus, daju skaitlus, pasvītotus vārdus vai pasvītotas teksta dajas un burtus ē un ē piemēro ar Jūza aparātiem.

[222] Lai izsauktu vai atbildētu iestādei, ar kuļu ir sakars, pārraida pārmaiņus dažas reizes burtu „starpu“ (blanku) un N.

[223] Lai dabūtu vienādus apgriezienus (synchronismu), viena iestāde otrai pārraida burtu „starpas“ (blankas), J un T kombinējumu, atkārtojot to pēc vajadzības vairāk reižu.

[224] Elektromagnēta regulēšanai viena iestāde otrai pārraida burtu „starpas“ (blankas) J N un T kombinējumu, atkārtojot to pēc vajadzības vairāk reižu.

[225] Lai uzrādītu klūdu, pārraida divus N vienu pēc otrs bez kādas pieturas zīmes.

[226] Vārda „uzgaidīt“, tegrammas beigu, pārraidīšanas beigu un darba beigu pārraidīšanai lieto tās pašas zīmes kā daudzkārtīgos aparātos (2. §).

[227] Zīmes: semikols (:), izsaucamā zīme (!), pēdiņas (., '), §, & un burtu ē, ja tas vēl būtu aparātā, vairs nepārraida.

[228] 6. §. Simensa aparāta zīmes.

Burti.
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

[229] Cipari.
1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

[230] Pieturas un citas zīmes.

Punkts
Kommats	,
Kols	:
Jautājamā zīme	?
Isināšanas zīme	,
Plus	+
Savienošanas vai domu zīme	—
Daju svitra	/
Dubultsvitra	=
Kreisā iekava	(
Labā iekava)
Klūda	<

[231] Noteikumi, kurus piemēro daudzkārtīgiem aparātiem (2. §), pārraidot vārdus veselus skaitlus, daju skaitlus, pasvītotus vārdus vai pasvītotas teksta dajas un burtus ē un ē, piemēro arī Simensa aparātiem.

[232] Lai apzīmētu klūdu pārraidīšanā, tegrammas beigās un pārraidīšanas beigās pārraida tās pašas zīmes kā daudzkārtīgos aparātos (2. §).

[233] Zīmes: semikols (:), izsaucamā zīme (!), pēdiņas (., '), §, & ja tās vēl būtu aparātā, vairs nepārraida.

[234] 7. §. Pārraidīšana pa telefonu.

Satiksmē starp iestādēm, kas savienotas ar neliela garuma satiksmes cejiem, pierobežas satiksmē ar vāju tegrammu izmaiņu, tāpat arī izņemuma gadījumos (piemēram, ja normālie ceji pārtraukti un iestādes rīcībā nav apkārtceļa) tegrammas var pārraidīt arī pa telefonu, ievērojot CCIF ieteikto burtošanas tabulu.

[235] Šādu pārraidīšanas veidu lieto, ja ieinteresētās pārvaldes par to vienojušās.

X NODALA.

Tegrammu pārraidīšana.

36. pants.

Pārraidīšanas kārtība.

- [237] 1. §. Tegrammas pārraida sekosā kārtībā:
a) Tegrammas par cilvēku dzīvības drošību jūras vai gaisa braucienos!;
b) valsts tegrammas;
c) meteoroloģiskās tegrammas;
d) dienesta tegrammas un dienesta paziņojumi par satiksmes ceļu bojājumiem;
e) dienesta tegrammas steidzamas, dienesta paziņojumi un samaksāti dienesta paziņojumi;
f) privātas steidzamas un preses steidzamas tegrammas;
g) dienesta tegrammas vienkāršas un dienesta paziņojumi vienkārši;
h) valsts tegrammas, kuju sūtītāji atteikušies no šīm tegrammām piešķirtās priekšrocības; privātas vienkāršas un preses vienkāršas tegrammas;
i) atliekamas tegrammas un citas tegrammas par pazemināto maksu.

[238] 2. §. Katra iestāde, kas saņemusi pa starptautiskās satiksmes ceļu tegrammu par cilvēku dzīvības drošību jūras vai gaisa braucienos, valsts tegrammu, dienesta tegrammu vai meteoroloģisku tegrammu, pārraida to arī tālāk kā tādu.

[239] 3. §. Vienas un tās pašas šķiras tegrammas pārraida: nosūtītāja iestāde — tegrammu nodošanas kārtībā un starpiestādes — to ienākšanas kārtībā.

[240] 4. §. Izejošas un caurejošas tegrammas, kas jāpārraida pa vienu un to pašu satiksmes ceļu, starpiestādes sakārto un pārraida pēc nosūtīšanas vai ienākšanas laika, ievērojot šīni pantā noteikto kārtību.

37. pants.

Vispārīgie pārraidīšanas noteikumi.

[241] 1. § lesāktu pārraidīšanu nevar pārtraukt par labu augstākas šķiras tegrammas pārraidīšanai, izņemot absolūtas steidzamības gadījumus (36. pants).

[242] 2. §. (1) Tegrammu izmaiņu divu iestāžu starpā iesāk ar izsaukšanu. Tomēr neritmiskām aparātām, ja nav citādas vienošanās abu attiecīgo iestāžu starpā, jābūt tā ieslēgtam, lai pārraidītāja iestāde varētu to iedarbināt un iesākt tegrammu pārraidīšanu bez sevišķas izsaukšanas un pieņēmējās iestādes atsaukšanās.

[243] (2) Izsaukšanai saucēja iestāde pārrajada trīs reizes izsaucamās iestādes izsaukšanas signālu un vārdu „de“ (no) ar sekojošu savu izsaukšanas signālu, izņemot gadījumu, kad pastāv sevišķi noteikumi, kas piemērojami lictojamā aparāta sistēmai (35. pants). Dienestā starp nekustamām stacijām izsaukšanu izdara ar manuālu ātrumu.

[244] (3) Izsauktai iestādei jāatbild nekavējoties, izņemot satiksmi ar neritmisku aparātu, ja attiecīgās iestādes citādi vienojušās.

[245] (4) Morzes aparātu satiksmē izsauktā iestāde atbild ar savu izsaukšanas signālu, pievienojot zīmi —.

[246] (5) Ja izsaucamā iestāde uz izsaukumu neatbild, tad tas pēc zināma starp-brīža jāatkārto.

[247] (6) Ja izsauktai iestādei nav iespējams uzsākt pieņemšanu, tad jāraida vārds „uzgaidīt“. Ja paredzamais gādīšanas laika ilgums pārsniedz 10 minūtes, tad jāuzrāda iemesls un paredzamais ilgums.

[248] 3. §. Dubultsvitru (— — — — —) pa Morzes aparātu un = pa burtsviedes aparātu pārraida, lai atdala: galveni no sevišķiem norādījumiem, sevišķos norādījumus vienu no otrs, sevišķos norādījumus no adreses, tegrammās ar vairākām adresēm, šīs adreses vienu no otras, adresi no teksta, tekstu no paraksta un, vajadzības gadījumā, parakstu no paraksta apliecinājuma. Katru tegrammu vai vispār pārraidīšanu nobeidz ar plusu (ar — — — — — pa Morzes vai dzirdes aparātu). Pie pārraidīšanas pa burtsviedes aparātiem pirms plusa vienmēr jābūt brīvai starpajai.

[249] 4. §. Ja raidītājs ierēdnis pamana, ka ielādis klūdu, viņš raidīšanu pārtrauc ar klūdas zīmi un atkārto raidīšanu, sākot ar pēdējo pareizi pārraidīto vārdu un tad turpina to tālāk.

[250] 5. §. Ja pieņēmējs ierēdnis novēro, ka pieņemtie vārdi klūst nesaprota mi, viņš pārtrauc vai liek pārtraukt raidītāju, pēc 12. § (2) nosacījumiem un atkārto vai liek atkārto pēdējo pareizi saprasto vārdu ar sekojošu jautājamo zīmi. Raidītājs tad atjauno pārraidīšanu, sākot ar šo vārdu. Ja atkārtojums pieprasīts pēc ilgāka starplaiķa, tad jānorāda uz attiecīgo tegrammu, kurās teksts jāatkārto.

[251] 6. §. Katru tegrammu pārrāda tādā veidā kā sūtītājs to uzrakstījis, izņemot 42. panta 2. § 12. p. 4., 5. un 6. (2) §, 14. p. 3. §, 18. p. 1. (2) § un 77. p. 4. (2) §. Izņemot sevišķos norādījumus, kas vienmēr jāpārrajada noteiktā saisinātā veidā, un gadījumos, kad pārvaldes, savstarpēji vienojoties, noteikušas citādu kārtību, ir aizliegti pārraidot tegrammu, lietot kaut kādus saisinājumus vai citādi tegrammu pārgrozīt.

[252] 7. §. (1) Ja iestādei jāpārraida uz vienu un to pašu kādu citu iestādi vairāk par piecām tegrammām ar vienādu tekstu, kas satur vairāk par 30 vārdiem, tad atjauno pārraidīt šo tekstu tikai vienu reizi. Šīnā gadījumā kopējo tekstu pārrāda tikai ar pirmo tegrammu, bet visās pārējās tegrammas to atvieto ar vārdiem: teksts № (pirmās tegrammas numurs). Tāpat var rikoties, ja tegrammu ar vienādu tekstu ir piecas vai mazāk par piecām, ja teksts satur vairāk par 50 vārdiem.

[253] (2) Visas tegrammas ar vienādu tekstu jāpārraida pēc šā paņēmienā tieši viena pēc otras.

[254] (3) Pirms tegrammu ar vienādu tekstu pārraidīšanas pieņēmējai iestādei pārraida paziņojumu pēc šāda parauga: „attention voici cinq mēmes textes“. (uzmanību, šeit pieci vienādi teksti).

[255] (4) Ja pieņēmēja iestāde var pieņemt uz caurunotās lentes, tad šai iestādei, ja iepriekš jāpārziņo par vienādu tekstu tegrammu pārraidīšanu, lai tā pārietu uz pieņemšanu ar caurumoto lenti.

[260] 9. §. Izņemot kustamas radiostacijas, neviens iestāde nevar atteikties pieņemt tai piedāvātās telegrammas, neatkarīgi no to adreses vietas. Tomēr ja telegramma acīmredzot nepareizi virzīta vai ja skaidri redzama kāda cita nepareizība, tad pieņēmējs ierēdnis norāda uz tām raidītajai iestādei. Ja pēdējā šos aizrādījumus neievēro, tad pēc telegrammas pieņemšanas tai pārraida dienesta paziņojumu, pēc kam šai iestādei savukārt tāpat ar dienesta paziņojumu kļūda jāizlabo.

[261] 10. §. No telegrammas pieņemšanas nedrīkst atteikties vai to aizkavēt, ja dienesta piezīmes, sevišķie norādījumi vai dažas adreses vai teksta dajas neatbilst noteikumiem. Telegramma jāpieņem un vajadzības gadījumā no sūtišanas vietas iestādes pēc tam ar dienesta paziņojumu jāpieprasa telegrammas kļūdu izlabojums pēc 79. panta nosacījumiem.

[262] 11. §. Dienesta paziņojumos par satiksmes ekspluatāciju priekšrocība dodama atteicīgiem šā Reglamenta 1. pielikumā uzrādītie saisinājumiem.

[263] 12. §. (1) Seriju darbā dienesta paziņojumi un piezīmes ietilpināmi starp telegrammām, atdalot no tām šādā veidā:

[264] a) Morze un Vitstona. Divas reizes burti „AY“ pirms un pēc paziņojuma vai piezīmes.

[265] b) Burtspiedes aparāti. Divkāršas iekavas pirms un pēc paziņojuma vai piezīmes.

[266] Piemērs: AY AY en 187 répétez... (atkārtojiet) AY AY.

[267] (2) Ja vajadzīgs apturēt otras iestādes raidīšanu vai darbā ar daudz-kārtīgiem aparātiem apturēt raidīšanu attiecīgā sektorā, tad jārīkojas šādi:

[268] a) Morzes simplekss. Raidit punktu zīmes, kamēr pretējā puse pārtrauc raidīšanu.

[269] b) Morzes duplekss vai Vitstona duplekss. Raidit burtus „STP“, kamēr pretējā puse pārtrauc raidīšanu.

[270] c) Juza simplekss. Raidit divus vai trīs burtus pēc brīvas izvēles ar attiecīgām starpām.

[271] d) Juza duplekss. Raidit pārmaiņus zīmes „ciparu starpā“ (blanka), „Jautājuma zīme“, kamēr pretējā puse pārtrauc raidīšanu.

[272] e) Daudzkārtīgo aparātu simplekss un duplekss. Raidit virknē burtu „P“ vai zīmi „%“, kamēr pretējā puse pārtrauc raidīšanu.

[273] f) Neritmiskie aparāti. Raidit dzirdamu signālu, kamēr pretējā puse pārtrauc raidīšanu.

[274] g) Siemens. Raidit sevišķu zīmi „pārtraukt“, kamēr pretējā puse pārtrauc raidīšanu.

38. pants.

Pārraidīšana pamīšus pa telegrammai.

[274] 1. §. Divas pa Morzes vai dzirdes aparātiem tieši strādājošas iestādes pārraida telegrammas viena otrai pamīšus, telegrammu pret telegrammu, ievērojot 36. panta nosacījumus.

[275] 2. §. Ja pārraidīšanu izdara pamīšus, tad augstākas šķiras telegrammu pārraida neatkarīgi no šīs kārtības.

[276] 3. §. Beidzot savu pārraidīšanas kārtu, iestādei ir tiesība pārraidīšanu turpināt, ja tai vēl ir nepārraidītas telegrammas vai, ja jāpārraida telegrammas ar lielāku priekšrocību, nekā tām, kas pārraidīmas no pretējās iestādes, izņemot gadījumu, kad pēdējā jau iesākusi savas telegrammas pārraidīšanu. Pārraidīšana tomēr jāpārtrauc, ja no pretējās iestādes jāpārraida S V H vai absolūtas steidzamības telegramma.

[277] 4. §. Ja pārraidīšana notiek pamīšus, tad iestāde, kas beigusi pieņemšanu, uzsāk raidīšanu no savas puses, ja telegrammu pārraidīšanai tai nav, tad pārraidīšana turpināma tai pašā virzienā. Ja telegrammas ne abām pusēm visas pārraidītas, tad dodama darba beigšanas zīme.

39. pants.

Pārraidīšana serījās pamīšus un nepārtraukti.

[278] 1. §. Pa ātrstrādājošiem aparātiem telegrammas pārraida pamīšus pa serījām, ja abām tiešos sakaros esošām iestādēm jāpārraida vairāk telegrammu. Šo nosacījumu piemēro Morzes dzirdes aparātu satiksmē, ja dienesta vajadzības to prasa un ja iestādes par to vienojušās.

[279] 2. §. Vienas un tās pašas telegrammu serījas pārraidīšana pielidzināta vienas telegrammas pārraidīšanai. Tomēr, pieņemtās atsevišķas telegrammas neatstāj pie aparāta līdz serījas pārraidīšanas beigām, bet katru pēc nosacījumiem pieņemtu telegrammu nodod tālākai apstrādāšanai, tālāk iekļūt savas telegrammas pārraidīšanai.

[280] 3. §. Ja starp divām iestādēm ir tieši sakari pa diviem ceļiem, no kuriem viens iekārtots pārraidīšanai, bet otrs pieņemšanai, vai iestādes strādā pa vienu un to pašu vadu abos virzienos vienā un tai pašā laikā, tad pārraidīšana jāizdara bez virziena maiņas, bet serījās jāiedala pa desmit telegrammām, izņemot gadījumu, kad saskāra ar 40. panta nosacījumiem abas iestādes apgādā savas telegrammas ar kārtas numuriem.

[281] 4. §. (1) Pa Morzes vai dzirdes aparātu pārraidīmo telegrammu skaits vienā serījā nevar saturēt vairāk par pieciem telegrammām; pa ātrstrādājošiem aparātiem — desmit telegrammās. Ja strādā pamīšus, tad katras telegramma, kas satur vairāk par 100 vārdiem, pa Morzes aparātu, vairāk par 150 vārdiem pa dzirdes aparātu, un vairāk par 200 vārdiem pa ātrstrādājošu aparātu — skaitās par veselu serīju vai nobeidz iestātu serīju.

[282] (2) Tāpat, pārraidot serījām, pamīšus, pārraidošā iestāde nobeidz iestātu serīju, tālāk iekārtotās pārraidīt tikai atliekamas vai citas zemākas šķiras telegrammas; pārraidīšanu atjauno tikai pēc tam, kad pretējā iestāde visas savas augstāku šķiru telegrammas pārraidījusi.

40. pants.

Pārraidīšana ar kārtējo numerāciju.

[283] 1. §. (1) Katrai pārvaldei ir tiesība apzīmēt pa starptautiskiem vadiem pārraidīšanas telegrammas ar kārtas numuriem. Par šādu rīcību pārvalde iepriekš paziņotām ieinteresētām pārvaldēm.

[284] (2) Tomēr, šīs tiesības izlietošana pārvaldi, kam padota pieņēmēja iestāde, nesaista piemērot sevišķos 7., 8. un 9. § nosacījumus par pieņemšanas kārtas numuru. Šīm gadījumā, ja ieinteresētā pārvalde pieprasī, paliek spēkā 45. panta nosacījumi.

[285] 2. §. Kārtas numuru pārraida galvena sākumā, paturot nodošanas numuru, vai pārraidot to nodošanas numura vietā. Katras pārvalde pati izlej, kāda kārtība tai vairāk piemērota, bet par šo lēnumu tai jāpazīsto citām ieinteresētām pārvaldēm.

[286] 3. §. (1) Ja lieto kārtas numurus, tad visas telegrammas jānāmūrē pēc vienas un tās pašas kārtējas numerācijas. Strādājot ar daudzkārtīgiem aparātiem, katram sektoram lieto atsevišķu numerāciju, kas atšķiras no citu sektoru kārtējas numerācijas, tādā kārtā, bet ne ar burtiem.

[287] (2) Ar burtiem, atšķirībā no pārējām telegrammu serījām, apzīmētākai telegrammas, kurās pieņem un pārraida tālāk ar caurumotu lenti.

[288] (3) Telegrammu pārraidīšanas priekšrocību atšķirībā galvena sākumā jānāmūrē burti „X“.

[289] 4. §. (1) Katru kārtas numuru serīju iesāk katru dienu noteiktā stundā, par kuru vienojušās abas attiecīgās iestādes.

[290] (2) Abas sakarā esošās iestādes vienojas par to, vai jaunās kārtas numuru serījas katru dienu iesākt ar 1., 2001. vai ar kādu citu numuru, ko pieņēmēja iestāde katru dienu paziņos pārraidītājai iestādei pirms jaunas serījas uzsākšanas.

[291] 5. §. (1) Ja telegrammas jāsācta pa apkārteju un ja kārtas numurus tām vairāk nevar grozīt, jo tie jau lēnē caurumoti, tad iestāde, kas virza pa apkārteju, paziņo par to ar dienesta paziņojumu iestādei, kurās telegrammas jāpārraida, un iestādei, kuriā tās pārraidītas. Pieņēmēja iestāde, kuriā telegrammas bija jāpārraida, svītrā savā sarakstā to telegrammu numurus, par kuru novirzīšanu tai paziņots.

[292] (2) Visos citos gadījumos pa apkārteju sūtāmām telegrammām piešķir jaunus kārtas numurus.

[293] 6. §. Ja pieņēmēja iestāde konstatē kāda kārtas numura iztrūkšanu, tai nekavējoties jāzīno par to pārraidītājai iestādei kļūdas noskaidrošanai.

[294] 7. §. Izņemot 1. § (2) paredzēto gadījumu par telegrammām ar kārtas numuriem, dod pieņemšanas kvīti (LR) tikai ja pārraidītājs ierēdnis to pieprasī. Šo kvīti pārraida pēc sekoša parauga:

„LR 683 manque (iztrūkst) 680 en dépôt (uzglabāšanā) 665“. Šī kvīts satur pēdējās pieņemtās telegrammas numuru (683), iztrūkstošo numuru (680) un uzglabāto numuru (665).

[295] 8. §. (1) Pēc pārvēduma telegrammas vai telegrammu serījas pārraidīšanas pārraidītājam ierēdnim katrā gadījumā nekavējoties jāpieprasī pieņemšanas kvīts.

[296] (2) Šādos gadījumos pieņemšanas kvīts pārraidāma pēc sekoša parauga:

„LR 683 mdt 681 682 683“.

[297] 9. §. 7. § paredzēto pieņemšanas kvīti pārraida, darbus slēdzot, bet nepārtraukta darba laika gadījumā plkst. 24. Pārraidītājs ierēdnis tad savam „LR“ paziņojumam pievieno vārdu „clōture“ (darbības beigas).

41. pants.

Telegrammas galvena pārraidīšana.

[298] Pēc tam, kad izsauktā iestāde atbildējusi (par neritmiskiem aparātiem sk. 37. panta 2. §), izsaucēja iestāde pārraida tai telegrammas galvenā dienesta norādījumus šādā kārtībā:

[299] a) Burtu B, ja telegrammu pārraida pa Morzes vai dzirdes aparātu un, ja pārraidītāja iestāde strādā tieši ar adreses vietas iestādi;

[300] b) Telegrammas kārtas numuru, ja to lieto telegrammas apzīmēšanai telegrammas nodošanas numura vietā;

[301] c) (1) Telegrammas šķiru ar šādu saisinājumu apzīmējumiem:

SVH telegramma, kas attiecas uz cilvēku dzīvības drošību jūras un gaisa braucienos;

S valsts telegramma;

SCDE valsts telegramma norunātā valodā;

F valsts telegramma, kurās sūtitājs atteicies no priekšrocības pārraidīšanā;

FCDE valsts telegramma norunātā valodā, kurās sūtitājs atteicies no priekšrocības pārraidīšanā;

A dienesta telegramma vai paziņojums, vienkāršs;

AD dienesta telegramma vai paziņojums, steidzams;

ADG dienesta telegrammas vai paziņojums, samaksats;

ST dienesta paziņojums, samaksats;

RST atbilde uz samaksātu dienesta paziņojumu;

MDT pārvēduma telegramma;

OBS meteoroloģiska telegramma;

D privāta telegramma, steidzama;

PU pa dalai steidzama telegramma;

CR paziņojums par telegrammas izsniegšanu;

CDE telegramma norunātā valodā.

[302] (2) Pārraidot iepriekšējā c) posmā (1) nodalījumā neminētās telegrammas, tām šķiru neatzīmē.

[303] (3) Ja transīta vai adreses iestāde konstatē, ka norunātās valodas telegrammā iztrūkst apzīmējuma „CDE“, tad tas ierakstāms, sazinoties vajadzības gadījumā ar nosūtišanas iestādi.

[304] d) Adreses iestādes nosaukumu, bet tikai telegrammās par cilvēku dzīvības drošību, dienesta paziņojums, samaksātos dienesta paziņojums un paziņojums par telegrammas izsniegšanu.

[305] e) (1) Nosūtišanas iestādes nosaukumu, piemetinot vajadzības gadījumā apzīmējumu, kas šo iestādi atšķiri no citām vietējām līdzīga nosaukuma iestādēm (piem.: Berlin Fd, u. t. t.). Nosaukums jāpārraida tāds, kā tas uzrādīts starptautiskās satiksmes festāžu oficiālās nomenklātūras pirmajā slejā; šo nosaukumu nevar saisināt. Ja nosaukums sastāv no vairākiem vārdiem, tos var savienot tikai tādā gadījumā, ja tās savienojums nesagroza nosaukumu, Piemēri: La Union, bet ne La Union, S. Albans d'Ay, bet ne Salbansday.

[306] (2) Ja nosūtišanas iestāde bez nosaukuma apzīmēta vēl ar skaitli, piemēram Berlin 19, — tad iestādes nosaukums pie pārraidīšanas jāatdala no skaitļa ar daļu svītru (piemērs: Berlin/19). Pa Morzes vai dzirdes aparātu šo skaitli pārraida, neatdalot to ar daļu svītru un nesaisinot, tūliņ pēc iestādes nosaukuma.

[307] (3) Ja par nosūtišanas vietas iestādes atklāšanu Savienības birojs nav vēl izziņojis, tad pēc iestādes nosaukuma jāpārraida ari tās valsts daļas vai valsts nosaukums, kur iestāde atrodas.

[308] f) Telegrammas numuru (nodoš

[320] (3) Ja vārdu skaita starpība nav radusies aiz kļūdas pārraidīšanā, tad vārdu skaitu izlabo tikai pēc vienošanās nosūtīšanas un pieņēmējas iestāžu starpā, pēc vajadzības ar dienesta pazīnojumiem. Ja tādās vienošanās nav, tad par pareizu pieņem nosūtīšanas iestāžu uzrādīto vārdu skaitu un pagaidām telegrammu piesūta adresātam ar dienesta piezīmi: "Rectification suivra constaté mots" (kļūdu izlabojums sekos konstatētās vārdu skaits), kas jāpārraida saisinātā veidā — CTF mots—. Paskaidrojumus šo atzīmi adreses iestāde ievieto adresātam izsniedzamā telegrammas veidlāpā.

[321] 3. §. Atkārtojumus pieprasīt uz tiem atbild īsi un saprotami.

44. pants.

Atkārtošana dienesta kārtībā. Salīdzināšana.

[322] 1. §. Ja ierēdņi šaubās par pārraidīšanas vai pieņemšanas pareizību, viņi var atkārtot vai pieprasīt viņu pieņemto vai pārraidīto telegrammu atkārtošanu pilnīgi vai pa daļai. Atkārtošana pa daļai ir obligātoriska valsts telegrammām atklātā valodā un pārvēdumu telegrammām; šīs telegrammās jāsalīdzina visi cipari, īpašvārdi un attiecīgā gadījumā arī apšaubāmie vārdi. Pilnīga atkārtošana ir obligātoriska valsts telegrammām norunātā valodā un dienesta telegrammām (57. panta 3. §).

[323] 2. § (1) Strādājot pa Morzes vai dzirdes aparātiem, ja darbs notiek pamīšus pa vienai telegrammai, atkārtošana dienesta kārtībā un attiecīgā gadījumā salīdzināšana, jāizdara pieņēmējam ierēdnim. Pēc pārraidītāja dienesta kārtībā dota izlabojuma vai salīdzinājuma izlabotos vārdus vai ciparus atkarto pieņēmējs. Ja viņš to nedara, tad šo otru atkārtojumu pieprasīt ierēdnis, kas telegrammu pārraidījis. Ja darbs pa šiem aparātiem norisinās serijās, tāpat arī darbā pa ātrstrādājošiem aparātiem, atkārtojumu dienesta kārtībā vai salīdzinājumu dod ierēdnis-telegrammas pārraidītājs tūlīt pēc pašas telegrammas pārraidīšanas. Ja pieņēmējs ierēdnis konstatē starpību starp pārraidījumu un atkārtojumu vai salīdzinājumu, viņš paziņo par to pretējās puses ierēdnim, pārraidot vēlreiz apšaubāmās vietas un pievienojot tām jautājamo zīmi. Ja vajadzigs, tad atkārto arī vārdu pirms un pēc apšaubāmās vietas.

[324] (2) Ja darbs norit pa dupleksa aparātiem vai pa aparātiem ar divpusīgu satiksmi, tad telegrammai ar vairāk nekā 100 vārdiem pilnīgu salīdzināšanu izdara pieņēmējs ierēdnis. Šīs noteikums nav obligātorisks Vītstonā aparāta darbam. Pa aparātiem, kas pārraida ar caurumoto lenti, salīdzināšanu izdara caurumojot atkārtojumiem vārdiem lenti otru reizi, ja salīdzināšanu izdara pārraidītājs.

[325] 3. §. Morzes vai dzirdes aparāta darbā jāatkārto dienesta kārtībā visi cipari adresē, tekstā un parakstā.

[326] 4. §. Atkārtojot jauktus skaitus, dajas skaitlis jāpārraida ar sevišķu zīmi pirms vai pēc tā (—) pa Morzes aparātu vai dubultsvitru (—) pa burtspiedes aparātiem.

Piemēri: 1 1/16 vietā pārraidām 1 — 1/16 vai 1—1/16, lai neizlasitu kā 11/16; 3/4 8 vietā pārraida 3/4 — 8 vai 3/4 = 8, lai neizlasitu kā 3/48; 2 1/2 2 vietā pārraida 2 — 1/2 — 2 vai 2=1/2 = 2, lai neizlasitu kā 21/22.

[327] 5. §. Atkārtošanu dienesta kārtībā nekādā gadījumā nevar aizkavēt vai pārtraukt.

45. pants.

Pieņemšanas kvīts.

[328] 1. §. Pēc vārdu skaita pārbaudišanas, varbūtēju kļūdu izlabošanas un attiecīgā gadījumā pēc atkārtošanas dienesta kārtībā, pieņēmēja iestāde dod pārraidītājiem iestādei telegrammas vai telegrammu serijas pieņemšanas kvīti.

[329] 2. §. (1) Kvīts par atsevišķu telegrammu jāapzīmē ar burtu R, pievienojot tam pieņemtās telegrammas numuru, piemēram: „R 436”.

[330] (2) Pārvēduma telegrammas pieņemšanas kvīti dod šādā veidā: „R 436 mandat”.

[331] 3. §. (1) Par telegrammu serijas pieņemšanu pārraida burtu R, pievienojot tam pieņemto telegrammu skaita apzīmējumu, tāpat arī pirmo un pēdējo serijas telegrammu numurus, piemēram: „R 5 157 880”.

[332] (2) Ja serija satur pārvēdumu telegrammas, tad pieņemšanas kvīts jāpapildina ar pārvēdumu telegrammu numuriem šādā veidā: R 5 157 980 y compris (to starpā) 13 mandat (pārvēdums) 290 mandat (pārvēdums).

[333] 4. §. Ja pārraida ar kārtas numuriem, tad pieņemšanas kvīti dod 40. panta 7., 8. un 9. §§ noteiktā veidā un kārtībā ar tā paša panta 1. § (2) izņēmumu.

46. pants.

Sakļudotu telegrammu izlabošanas kārtība.

[334] 1. §. Izlabojumus un ziņu pieprasījumus par telegrammām, kurās pieņēmēja iestāde jau pārraidījusi tālāk, izdara ar steidzamu dienesta paziņojumu (AD).

[335] 2. §. (1) Acīmredzot sakļudotas telegrammas tomēr nav aizturamas, ja izlabojumu tūlīt nevar izdarīt. Tās nekavējoties jāpārraida tālāk ar dienesta atzīmi galveņa beigās „CTF”. Šo piezīmi papildina ar norādījumu uz izlabošanas raksturu, piem., „CTF 4e”, kas nozīmē ka 4. vārdu izlabos. Telegrammas izlabojums jāpieprasīt tūlīt pēc tās pārraidīšanas ar steidzamu dienesta paziņojumu (AD).

[336] (2) Vēlākie izlabojumi noteikti jāpārraida kā steidzams dienesta paziņojums (AD).

[337] 3. §. Ja satiksmes pārtraukuma vai kāda cita iemesla dēļ atkārtojumu vai pieņemšanas kvīti nevar dot vai saņemt, tad šīs apstākļi nevar būt telegrammas pieņēmējai iestādei par šķērslī telegrammas tālākai pārraidīšanai, papildinot to vajadzības gadījumā ar dienesta atzīmi „CTF” galveņa beigās.

[338] 4. §. Pārtraukuma gadījumā pieņēmēja iestāde pa citu tiesu vadu vai pa kādu citu viņas rīcībā esošu ceļu dod pieņemšanas kvīti un, attiecīgā gadījumā, pieprasīt nepabeigtās telegrammas rajādīšanas turpinājumu ar steidzamu dienesta paziņojumu (AD).

[339] 5. §. Iesāktas telegrammas atsaukšanas pieprasījums vienmēr jāpārraida ar steidzamu dienesta paziņojumu (AD).

[340] 6. §. (1) Ja telegrammas pārraidīšanu nav bijis iespējams nobeigt vai ja attiecīgā laikā paziņojums par saņemšanu nav ienācis, tad telegrammu pārraida otrreiz ar dienesta atzīmi: „Ampliation” (duplikāts), izņemot pārvēdumu telegrammas (48. panta 3. § (2)).

[341] (2) Ja otrreizējo pārraidīšanu izdara pa kādu citu, bet ne pa telegrammas pārraidīšanai pirmo reizi lietoto ceļu, tad starptautiskos norēķinos ietilpst maksas tikai par šo otrreizējo pārraidīšanu. Raidītāja iestāde paziņo ieinteresētām iestādēm ar dienesta paziņojumiem par telegrammas pirmreizējās pārraidīšanas maksas sīvirošanu starptautiskos norēķinos.

XI NODĀLA.

Telegrammu virzišana.

47. pants.

Telegrammu virzišanas ceļš.

[342] 1. §. Sūtītājs, ievērojot 27. panta 6. §, 28. panta 3. §, kā arī šā panta 2.—7. § nosacījumus, var norādīt virzišanas ceļu savai telegrammai.

[343] 2. §. Dažādos telegrammu virzišanas ceļus apzīmē ar īsiem vārdiem vai saisi-nātiem apzīmējumiem, kurus noteic ieinteresētās pārvaldes, savstarpēji vienojoties. Lietot var tikai šos vārdus un apzīmējumus; kaut kādi citi apzīmējumi nav pielāisti.

[344] 3. §. Sūtītājs, kas vēlas norādīt virzišanas ceļu, atzinmē to savas telegrammas oriģinālā ar attiecīgo apzīmējumu. Viņš var norādīt arī tikai kādu telegrammas virzišanas ceļa daļu.

[345] 4. §. Ja sūtītājs norādījis virzišanas ceļu, tad attiecīgām iestādēm tas arī jāievēro, izņemot gadījumu, kad norādītais ceļš pārtraukts vai jau uz tā ievērojams telegrammu sastrēgums. Šādos gadījumos sūtītājs nevar iebilst pret cita ceļa lietošanu.

[346] 5. §. Ja turpretim sūtītājs nav noteicis virzišanas ceļu, tad katrai no iestādēm, no kuras atzarojas virzišanas ceļi, ir tiesība noteikt telegrammai virzenu.

[347] 6. §. Ja par vienu un to pašu maksu telegrammu var virzīt pa vairākiem ceļiem, kuras izmanto viena un tā pati pārvalde, tad pēdējā izšķir, pa kādu ceļu jāvirza privātās telegrammas, ievērojot sūtītāju intereses; šīs gadījumā sūtītāji nevar pieprasīt kāda noteikta šāda ceļa lietošanu.

[348] 7. §. (1) Ja telegrammu var virzīt pa vada vai arī pa radio ceļu, tad neatkarīgi no tam, vai abus ceļus izmanto viena un tā pati pārvalde vai ne, sūtītājiem ir tiesība pieprasīt ar atzīmi telegrammas veidlāpā, lai telegrammu pārraida „pa vadu” („fil”) vai pa „radio ceļu” („sans fil”). Šo atzīmi telegrafa dienestā uzskata par virzišanas ceļa norādījumu (sk. 41. panta i) nodalījumu). To pārraida ar vienu no sekošiem apzīmējumiem: „Fil”, kad sūtītājs pieprasī pārraidīt pa vada („fil”) ceļu; „Anten”, kad sūtītājs pieprasī pārraidīt pa radio („sans fil”) ceļu; šīs atzīmes pieņemējs ierēdnis ieraksta telegrammas oriģinālveidlāpā. Tās atstāj telegrammā līdz telegrammas īdreses vieta

[349] (2) Valsts telegrammas, kuras pārraidīšana pieprasīta pa vada ceļu, nedrīkst nekādā gadījumā pārraidīt pa vada ceļu, izņemot gadījumu, kad sūtītājs uz sevišķu pieprasījumu piekrītis pārraidīšanai pa radio ceļu.

[350] (3) Valsts telegrammas, kuras pieprasīts pārraidīt pa radio ceļu, nedrīkst nekādā gadījumā pārraidīt pa vada ceļu, izņemot gadījumu, kad sūtītājs uz sevišķu pieprasījumu piekrītis pārraidīšanai pa vada ceļu.

[351] (4) Pārējās telegrammas, kuras pieprasīts pārraidīt pa vada ceļu, pārtrauda pa radio ceļu tikai tad, ja vada ceļš ir pārtraukts, pie kām nav paredzama drīza atjaunošana.

[352] (5) No otras puses pārējās telegrammas, kuras pieprasīts pārraidīt pa radio ceļu, pārraida pa vada ceļu tikai tad, ja radio ceļš pārtraukts un nav paredzama tā atjaunošana tuvākā laikā.

XII NODĀLA. Telegrafa satiksmes pārtraukšana.

48. pants.

Apkārtceļi. Vispārīgie noteikumi.

[353] 1. §. (1) Ja telegrammas pārraidīšanas laikā rodas pārtraukums parastos telegrafa satiksmes ceļos, tad pēdējā iestāde pirms pārtrauktā posma, vai kāda no iepriekšējām tā paša ceļa iestādēm, kuras rīcībā ir kāds telegrafa apkārtceļš, nekavējoties pārraida telegrammu pa šo ceļu (86. panta 5. § (3) un (6)), vai, ja tāda nav, tad pārsūta pa pastu (pēc iespējas kā ierakstītu vēstuli vai ar ziņēsi). Izņemot izdevumus pa telegrafisko pārraidīšanu, pārējos pārsūtīšanas izdevumus sedz sūtītāja iestāde. Šāda pa pastu pārsūtīta vēstule jāatzīmē ar uzrakstu „Télégramme express”.

[354] (2) Izņēmuma gadījumos atļauts telegrammu pārraidīt arī pa telefonu. Šādu paņēmienu tomēr var lietot tikai, ja ieinteresētās pārvaldes iepriekš par to vienojušās.

[355] (3) Telegrammās, kuras virza pa telegrafo pēc šā paragrafa nosacījumiem, jāievieto atzīme „devie”, pievienojot tās iestādes nosaukumu, kas telegrammu novirzījusi pa apkārtceļu. Šo atzīmi pārraida galvenā beigās pēc ceļa norādījuma, ja tās uzdots.

[356] 2. §. (1) Pa dārgāku ceļu telegrammas var pārraidīt tālāk tomēr tikai tādā gadījumā, ja tās ienāk iestādē, kurai tās jāpārraida tālāk, ne vēlāk kā 24 stundas pēc pazīnojuma par linijas bojājumu.

[357] (2) Pirmās telegrammas ar piezīmi „devie” (86. panta 5. § pārraidījumu uzskata kā oficiālu paziņojumu par linijas bojājumu).

[358] 3. §. (1) Iestāde, kurai bez telegrafa iespējams kādiem citiem līdzekļiem telegrammas virzīt tālāk, sūta telegrammu, raugoties pēc apstākļiem līdz pirmajai telegrafa iestādei, kurai būtu iespējams tās pārraidīt tālāk pa telegrafu līdz adreses iestādei, vai arī tieši adresātam, ja tālākā sūtīšana notiek adreses valsts robežās. Ar satiksmes atjaunošanu, telegrammas tālinā jāpārraida arī pa telegrafu, izņemot gadījumu, ja paziņojums par telegrammas sanemšanu jau ienācis vai, ja ārkārtīga sastrēguma gadījums, tāda vēlreizēja pārraidīšana jūtami traucē vispārējo satiksmi (49. panta 7. §).

[359] (2) Pārvēduma telegrammas pārraida papildām ar dienesta paziņojumu, norādot, ka tāds pārvēdums jau reizi nosūtīts un pa kādu ceļu tas virzīts.

49. pants.

Apkārtceļš pa pastu.

[360] 1. §. Telegrammām, kuras aiz dažādiem iemesliem nosūta telegrafa iestādei pa pastu, jāievieno numurēts saraksts. Tai pašā laikā sūtītāja iestāde, ja telegrafa satiksmes apstākļi to atļauj, dienesta kārtā paziņo saņēmējai iestādei par nosūtīto telegrammu skaitu un nosūtīšanas laiku.

[361] 2. §. Pēc nosūtīto telegrammu saņēmējā iestāde salīdzina, vai saņemto telegrammu skaita atbilst pieteikto telegrammu skaitam. Apstiprināšā gadījumā tā apliecinā sarakstā par telegrammu saņēšanu un nekavējoties nosūta to atpakaļ nosūtītājai iestādei. Pēc telegrafa satiksmes atjaunošanas iestādei atkārto šo saņēmējās paziņ

[371] 4. §. Iestāde, kura tegrammu atsauc vai izsniedz adresātam pažīojumu par atsaukšanu, pažījo par to sūtitājai iestādei. Šo pažīojumu izsaka ar vārdu „annulē” (atsaukta) vai ar vārdu „remis” (izsniegt), kas norāda, ka telegramma atsaukta pirms izsniegšanas vai ka tā jau pagūta izsniegt adresātam. Ja sūtitājs samaksājis par telegrafisko atbildi, tad pažīojumu pārraida pa telegrafu; pretējā gadījumā atbildi sūta pa pastu kā apmaksātu vēstuli.

[372] 5. §. Ja telegramma atsaukta, pirms tā sasniegusi adreses vietas iestādi, tad sūtitāja iestāde atmaksā sūtitājam maksu par pirmtegrammu, par dienesta pažīojumu atsaukšanai un attiecīgā gadījumā par samaksāto telegrafisko atbildi, ieturot maksas, kas pienākas par pirmtegrammas, dienesta pažīojuma un atbildes noīeto ceļa daļu.

(Turpinājums sekos.)

Valdības rīkojumi un paveles.

Rīkojums par ārzemju valūtas kursiem nodokļu un nodevu aprēķināšanai.

Nodokļu un nodevu aprēķināšanai un nomaksai ar 1936. g. 15. oktobri līdz turpmākam rīkojumam piemērojami sekojoši kursi:

1 Amerikas dollars	Ls	5,25
1 Anglijas mārciņa	"	25,30
100 Francijas franku	"	24,30
100 Beļģijas belgu	"	87,50
100 Šveices franku	"	119,40
100 Italijas liru	"	27,40
100 Zviedrijas kronu	"	131,10
100 Norveģijas kronu	"	127,80
100 Dānijas kronu	"	113,60
100 Austrijas šilīnu	"	93,95
100 Čehoslovakijas kronu	"	20,30
100 Holandes guldeņu	"	276,00
100 Vācijas marku	"	208,30
100 Somijas marku	"	11,30
100 Igaunijas kronu	"	139,95
100 Polijas zlotu	"	97,80
100 Lietavas litu	"	86,70
100 Dancigas guldeņu	"	97,80

Ar šo atcelts 1936. gada 29. septembra rīkojums („Valdības Vēstneša” 1936. g. 221. num.) par ārzemju valūtas kursiem nodokļu un nodevu aprēķināšanai.

Rīgā, 1936. g. 10. oktobri.

Finanču ministrs L. Ēķis,
Valsts saimniecības departamenta
direktors J. Skujevics.

Valūtas komisijas 89. rīkojums.

1936. g. 9. oktobri.

Valūtas komisija atceļ savus:
1) „Valdības Vēstneša” 1935. g. 149. num.
izsludināto rīkojumu par eksporta preču „cif” sūtījumiem ārzemju kugos un

2) „Valdības Vēstneša” 1935. g. 175. num.
izsludināto 22. rīkojumu.

Pamatā. Valūtas komisijas 1936. g.
8. oktobra lēmums, 565. prot.

Finanču ministrs L. Ēķis.

Valūtas komisijas priekšsēdētājs
A. Dinsbergs.

1356. lēmums.

1936. g. 7. oktobri saskaņā ar likumu par biedribu, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstneša” 1934. g. 130. num.), atzīstu par nevēlamu valsts un sabiedriskām interesēm. In īukalna sporta biedrību, kādēļ nolēmju minēto biedrību siēgt un ieceļtai par likvidātoriem: par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju Osvaldu Kazeku un par locekļiem Juliju Perlbachu un Voldemāru Beitiķu, ar sēdeklī Inčukalna pagasta namā. Biedrība jālikvidē 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstneša”.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.
Administratīvās departācijas direktors Anšmits.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Saistošie noteikumi par koridoru un kāppu telpu apgaismošanu Dobeles,

pieņemti Dobeles pils. valdes 1936. g. 28. septembrī (22. prot. 1. p.) un apstiprināti ar iekšlietu ministra Pašvaldības departācijas 1936. g. 7. oktobra 96472. rakstu.

1. Dobeles pilsētas robežas apdzīvojamu namu koridoru un kāppu telpas jāapgaismo pietiekoši gaiši rītos un vakaros, saskaņā ar šiem noteikumiem.

2. Koridoru un kāppu telpu apgaismošana jāuzsāk pusstundu pēc saules rieta un jāturpina līdz pulksten 22.

3. No 1. novembra līdz 1. martam koridoru un kāppu telpas jāapgaismo ar rītos no plkst. 7 līdz dienas gaismai.

4. Dzīvojamās ēkās ar vienu dzīvokli koridoru un kāppu telpu apgaismošana nav obligātoriska.

5. Par koridoru un kāppu telpu apgaismošanu, saskaņā ar šiem noteikumiem, atbild nama īpašnieks vai pārvaldnies.

6. Šo noteikumu pārkāpēji saucami pie atbildības uz Sodu likumu pamata.

7. Šie saistošie noteikumi stājas spēkā pēc 2 nedēļām no to izsludināšanas „Valdības Vēstneši”.

Pilsētas galva E. Vanags.

Sekretārs K. Dīnvalds.

Iekšzeme.

Izglītības ministrs Dr. A. Tentelis Valkas apr. skolotāju konference.

10. oktobri Valkā notika apriņķa skolotāju konference, kurā ieradās izglītības ministrs prof. A. Tentelis un ministrijas darbinieki. Konferenci atklāja apr. tautskolu inspektor, uzaicinot klatesošās nodziedāt valsts himnu. Pēc tam izglītības ministrs prof. A. Tentelis teica skolotājiem runu, kurā starp citu uzsvēra:

„Jūs še pulcina resora vadība, lai sauktu vārda to, kas sliks, un izteiku atzinību tam, kas labs. Jūsu skolotājekmes bijušas labas, kaut gan ir arī nesekmīgie. Bērns ir jaiks, pieklāvīgs, bet viņš var būt arī laiks un nebēdīgs. Viņš ir egoists un pieklaujas tikai tam, kas pieiet viņam ar milētību un uzticību. Tamēlā skolotājam jāizmanto bērnu labas īpašības, viņam jābūt stāvokļa kungam klase, un jāspēj likvidēt konflikti pašā sākumā. Ir skolotāji, kam pietrūkst pacietības, kas nak no vāja rakstura un pieredzes trūkuma. Visvairāk konfliktu rodas tad, ja skolotājam trūkst metodes un disciplīnas. Klūda ir, ja skolotājs nodarbojas tikai ar vienu skolēnu, bet nerēdz visu klasi. Skolotājs bērnam ir augstākā autoritāte, augstākā patiesība. Bet ja notiek kāda netaisnība, ar to bērni tiek apbēdināti, un — ak vai tam, kas apbēdīna vienu no šiem mazajiem!

Skolotājiem jāstrādā visiem kopā, kā skolā, tā arīs skolas. Jāmāca bērni kārtīgi stāvēt un sēdēt — ne tikai vingrošanas skolotājam, bet visiem skolotājiem. Tāpat arī latviešu valoda un glitrastīšana nav tikai viena speciāla skolotāja uzdevums, bet visiem skolotājiem te jāpalidz. Slikta parādība ir intrīgas skolotāju lotājūstarpā. Vajaga iedomāties, ka otrs ari ir cilvēks, un katram sadzīve ir kompromiss. Par visām lietām kā klasē, tā dzīvē, jācenšas pēc skaidrības. Ar to jūs stiprināsiet savu cīņu. Skaidri lai būtu jūsu ideāli, no kuriem pirmsāms ir mūsu valsts. Kur tā, tikai tur mēs varam domāt par nākotni, paredzēt kaut ko mūsu dzīvē. Neuzlūkojet valsti kā arīs sevis stāvošu. Ja mēs būsim gādājuši par valsti, tad labi ies katram individuam, ne jau otrādi. Vēlu mēs esam guvuši savu valsti, dārgi mēs to esam pirkusi. Savas patstāvīgās valsts sākuma mēs nebijām labi kungi un saimnieki — sākām iet katrs savu ceļu, censdamies pēc personīgiem labumiem. 15. maijs mūs uzveda uz ceļa: par to mums jāpateicas mūsu vadītāji. Domāsim un strādāsim mūsu valstī, tad sasniegsim ziedu laikus.”

Sapulcējušies nodziedāja Dziesmu brivai Latvijai un sumināja Valsts Prezidentu, kārta ministri, izglītības ministri un valdību.

LTA.

Māksla.

Nacionālā opera.

Pirmdiens, 12. oktobri, „Aīda”. Piedalās M. Brechmane - Stenle, A. Liberte - Rebāne, E. Kukaine, M. Vētra, A. Kaktiņš, Ed. Mikelsons, G. Neimanis, P. Gailis u.c. Dirigents prof. M. Šteinmanis.

Nacionālā opera līdz valsts un pašvaldību darbiniekus operas puseņu kartes apmainīt līdz š. g. 1. novembrim; pēc šī termiņa apmainīšana nenotiks.

Nacionālais teātris.

Pirmdiens, 12. oktobri, plkst. 19.30 strādnieku izrāde „Dullais barons” Bunde.

Nākamā pirmizrāde plkst. 16. okt., V. Lāči luga „Kristaps Kaugurs” ar T. Lāci titulomā, J. Oša režījā, A. Cimermajā dekorācijas. Biletes dabūjamas.

Dailes teātris.

Pirmdiens, 12. okt., plkst. 19.30 „Mēžvidus Jāndis”.

Tirdzniecība un rūpniecība.

Valsts ārejās tirdzniecības bilances aktīvs turpīna pieauga.

Valsts statistiskā pārvalde pagodinās apzinot iepriekšējos datus par Latvijas ārejo tirdzniecību 1936. g. septembrī:

	1936. g.	1936. g.	1935. g.
Imports ...	10,1	82,2	77,6
Exports ...	11,7	87,7	72,5
Balance	+1,6	+5,5	-5,1

Valsts statistiskā pārvalde.

Telegrammas.

Sarunas par papildu vienošanos ar Šveici pēc pastāvošā tirdzniecības līguma sākāšanas 12. okt. Finanču ministrijā. Kā Šveices pārstāvis vakar līdāšinā Rīgā ieradās Šveices Tautsaimniecības ministrijas direktors Dr. A. Kochs.

KURSIS.

Rīgas biržā 1936. gada 12. oktobri.

Devizes:

1 Amerikas dollars	5,04—5,24
1 Anglijas mārciņa	26,16 25,28
100 Francijas franku	23,77—24,23
100 Beļģijas belgu	85,80—87,30
100 Šveices franku	117,80—119,30
100 Italijas liru	26,85—27,35
100 Zviedrijas kronu	129,05—131,05
100 Norveģijas kronu	125,75—127,75
100 Dānijas kronu	111,60—113,60
100 Austrijas šilīnu	— — —
100 Čehoslovakijas kronu	— — —
100 Holandes guldeņu	273,20—276,20
100 Vācijas marku	205,20—207,40
100 Somijas marku	11,00—11,30
100 Igaunijas kronu	137,95—139,95
100 Polijas zlotu	96,20—97,80
100 Lietavas litu	85,45—86,65
100 Dancigas guldeņu	96,20—97,80

Vērtspapīri:

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar firmu „Tirdzniecības un rūpniecības ake. sab. Aleksandrs F. Hermans” ierakstītās sab-bas reģistra 76. folijā uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1936. g. 6. okt. le-muma pamata, ieraksts:

a) 1936. g. 1. okt. sabiedrības sēdeklis un uzņēmums – dzelzs, elektrotehnisku preču, ogļu, koksu, tejas, cementa un cīru preču tirgotava pārvietota Rīgā, Palasta ielā 3, 6. dz.;

b) 1936. g. 17. augustā šīs sabiedrības akcionāru vispārējā sapulce un valdes sēdē, pārvēlot valdi ievēleti: a) par valdes locekļiem: 1) Ernests Dambergs, dzīv. Rīgā, Oskara ielā 1, 1. dz., viņš arī valdes priekšsēdētājs un direktors-rikotājs; 2) Dimitrijs Tovbīns, dzīv. Rīgā, Vilandes ielā 1, 6. dz.; 3) Alfrēds Segliņš, dzīv. Rīgā, Kr. Barona ielā 14, 12. dz., un b) par valdes locekļu kandidātiem – 1) Vilis Kringelis, dzīv. Rīgā, Ausekļu ielā 6a, 14. dz.; 2) Eduards Muskats, dzīv. Rīgā, Rīga, Šķirotavas ielā 18.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobri.
Tirdzniecības reģ. tiesnešs. M. D. E. V. I. A. B. Ē. R. Z. I. S.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar firmu „Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „Finago” (Rīga, L. Jekaba ielā 24) ierakstītās sab-bas reģistra 421. folija, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1936. g. 6. okt. lēnumuma pamata, ieraksts:

Sini foljā ierakstītās akciju sabiedrības akcienaru pilnā sapulce 1936. g. 8. maijā, pārvēlot valdi. Vilhelma Kalēja vietā par valdes locekļu ievēlētu Haralds Veidemanis, dzīv. Rīgā. Kap-selu ielā 10, un līdzīnējē valdes locekļu kandidātu vietā – Haja Ziseris, dzīv. Rīgā, Elizabetes ielā 23, 7. dz. un Zamuels Berlins, dzīv. Rīgā, Jura Alu-nāna ielā 6, 2. dz.; 1936. gada 12. maija valdes sēdē par valdes priekšsēdētāju ievēlētu Haralds Veidemanis.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobri.
Tirdzniecības reģ. tiesnešs. M. D. E. V. I. A. B. Ē. R. Z. I. S.

Jelgavas apgabalt. priekšsēdētājs uzaicinājis visas personas, kurām būtu kādi naudas prasījumi pret 1936. g. 30. sept. mīr. Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītāju Jāni Viksni, pieteikt tiesas priekšsēdētājam savus prasījumus 6 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Pēc noteikta termiņa notecešanas tiesu izpildītāja Viksnes amata drošības naudu, ciklā to neizlētos pieteikto prasījumu apmierināšanai, izmaksas jāja Viksnes mantiniekim.

Jelgavā, 1936. g. 8. oktobri. Priekšsēdētā E. Feldmanis. Sekretārs A. Veidenbergs.

Jelgavas apgabaltiesa, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. gada 10. janvāri mirušā Kriša Steinberga atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 3. oktobri. L. 1973/36 19521

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs M. D. E. V. I. A. B. Ē. R. Z. I. S.

Jelgavas apgabaltiesa, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. gada 10. janvāri mirušā Kriša Steinberga atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 3. oktobri. L. 1974/36 19522

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs M. D. E. V. I. A. B. Ē. R. Z. I. S.

Jelgavas apgabaltiesa, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 19. februāri mir. Johana-Mari-tiņa-Teodora-Otto Mirona atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1837/36 19530

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 3. oktobri. L. 1503/36 19523

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs M. D. E. V. I. A. B. Ē. R. Z. I. S.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1511/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Vēstnesi. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobri. L. 1463/36 19532

Priekšsēdētāja v. G. Voitkusa. Sekretārs K. Kangurs.

Jelgavas apgabaltiesa,

uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicinā visus, kam būtu uz 1936. g. 23. novembrī mirušā Nikolaja-Adolfa Osīja atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekim, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnī”. Termiņā nepieteiktās tiesības iekārtis par spēku zaudējumā.

Jelgavā, 1936.

Rēzeknes 1. iec. miertiesnesis izsludinā, ka ar 1936. g. 5. aug. tēsas pavēlē Michails Kuzmins, dzim. Rēzeknē 1900. g. 27. aug., par tūgošanos 1936. g. 28. jūlijā Rēzeknes zivju tirgū ar bojātām, cilvēku uzturam nedierigām zivim, atzīts par vajinu pēc Sodu lik. 236. p. 1. d. un sodīts ar Ls 10.—, vai nesākumsāšanas gadījumā ar 3 dienām aresta. Spriedums stājies spēkā.

Rēzeknē, 1936. g. 7. oktobri. Kr. 950. 19999g
Miertiesnesis J. Klucis.

Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis, saskanā ar š. g. 5. okt. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p. un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1903. g. 14. dec. Rēzeknē mīrušā Jeona Sevela d. Levina ir palicis mantojums, kas atrodas Rēzeknē. Ugunsdzēsēju ielā 11, kamēdī uzaicinā visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakārā ar to būtu kādas tiesības kā mantiniekiem, pieteikt tās pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinajuma ieviešanās „Vald. Vēstn.”

Rēzeknē, 1936. g. 5. oktobri. C. 933. 19556g
Miertiesnesis N. Koričs.

Varakļānu iec. miertiesnesis, saskanā ar savu š. g. 2. okt. lēmumu un Civilproc. nol. 1725. p. un 1727. p. un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicinā, 1927. g. 2. nov. mir. Aloiza Jeduša d. Broka mant. pieteikt savas mantosanās tiesības augšminētam miertiesnesim uz nelaikā atlāto kustamo un nekustamo ipašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Barkavas pag. Krievbirzniekos 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešanās „Vald. Vēstn.”

Pēc šī termīpa izbeigšanas nekādas prasības vairs nepieņems. 335/bl. 19332g

Varakļānos, 1936. g. 2. okt. Miertiesnesis A. Skromonais.

Zilupes iec. miertiesnesis, uzaicinā 1923. g. 31. dec. mīrušā Oduma Sevela mantinieku piešteikt miertiesnesim savas mantosanās tiesības uz viņa atlāto mantojumu, kas atrodas Brigu pag. Mazā Pirkovas sādžā 3 mēnešu laika pēc sludinājuma ieviešanās „Vald. Vēstn.”

Zilupe, 1936. g. 5. oktobri. 581c. 19554g
Miertiesnis E. Šmidtchenš.

Rīgas apgabalt. Valkas apr. 1. iec. tiesu izpildītā. V. Vilkuš (kancleja Aluksnē), saskanā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 61,99 1937. g. 24. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Enīja Vitoliņieka nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Valkas apr. Jaunlaicenes pag. un muiža, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 10372. num. un sastāv no zemes gabala, Zākusala 13F”, 19,31 ha kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamā mantas izsoles vērtība Ls 2135.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 2500.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — Ls 213,50 un jāuzrada tieslietu ministra atlauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai, tās jāpieteic līdz izsoles dienai;

5) nekustamās mantas pārdošanu, iepieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekšatīties tiesu izpildītāja kancleja, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kanclejā.

1936. g. 6. oktobri. 19681

Tiesu izpildītā. V. Vilkuš.

Rīgas apgabalt. Valkas apr. 1. iec. tiesu izpildītā. V. Vilkuš (kancleja Aluksnē), saskanā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 174,59 ar soda naudu 1937. d. 24. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Ernesta Mellaisbrenčis (Melnbrenčis) nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Valkas apr. Kalncempju pag. Vec- un Jaunkalna muižā, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 14547. num. un sastāv no zemes gabala „Grantipi” 48 F“, 19 ha kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamā mantas izsoles vērtība Ls 3157.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 3700.— un noteikums saudzēt aleju, kurās koki paliek valsts rīcībā;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — Ls 315,70 un jāuzrada tieslietu ministra atlauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai, tās jāpieteic līdz izsoles dienai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, iepieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekšatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kanclejā.

1936. g. 6. oktobri. 19682

Tiesu izpildītā. V. Vilkuš.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpildītā. Arvids Vičgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 13. janvāri, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jēkabam Jēkabam d. Vincim piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Iecavas pag. no Liel-Iecavas un Gaiju muižas atdalito zemes gabalu, ar zemes grāmatu reģ. 11934. num., pilnā sastāvā, apm. 4133 kv. metru platībā, atrodošos lecavā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 1700.—, no kādas summas arī sākies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 200,— ar proc.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atlauts iegūt nekustamā mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodalā.

Personām, kam uz pārdomano nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekšatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodalā.

Bauskā, 1936. g. 8. oktobri.

Tiesu izpildītā. A. Vigants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpildītā. Arvids Vičgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 13. janvāri, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jānim Jānim d. Skujam piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Iecavas pag. no Liel-Iecavas un Gaiju muižas atdalito zemes gabalu, ar zemes grāmatu reģ. 14967. num., pilnā sastāvā, apm. 2403 kv. m platībā, atrodošos lecavā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 200,—, no kādas summas arī sākies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 200,— ar proc.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atlauts iegūt nekustamā mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodalā.

Personām, kam uz pārdomano nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekšatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodalā.

Bauskā, 1936. g. 8. oktobri.

Tiesu izpildītā. A. Vigants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpildītā. Arvids Vičgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 13. janvāri, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jānim Jānim d. Skujam piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Iecavas pag. no Liel-Iecavas un Gaiju muižas atdalito zemes gabalu, ar zemes grāmatu reģ. 12136. num., pilnā sastāvā, apm. 2,01 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 200,—, no kādas summas arī sākies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 200,— ar proc.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atlauts iegūt nekustamā mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodalā.

Personām, kam uz pārdomano nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekšatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodalā.

Bauskā, 1936. g. 8. oktobri.

Tiesu izpildītā. A. Vigants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpildītā. Arvids Vičgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 13. janvāri, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kristjānim Jūlijam Kristapam d. Kasparovičam piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Skaistkalnes pag. no Brūnas-Sēnbergas muižas atdalito zemes gabalu, ar zemes grāmatu reģ. 12401. num., pilnā sastāvā, apm. 2529 kv. metru platībā, atrodošos lecavā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 300,—, no kādas summas arī sākies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 300,— ar proc.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atlauts iegūt nekustamā mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodalā.

Personām, kam uz pārdomano nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekšatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodalā.

Bauskā, 1936. g. 8. oktobri.

Tiesu izpildītā. A. Vigants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpildītā. Arvids Vičgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 13. janvāri, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sežu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kristjānim Jūlijam Kristapam d. Kasparovičam piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Skaistkalnes pag. no Brūnas-Sēnbergas muižas atdalito zemes gabalu, ar zemes grāmatu reģ. 13416. num., pilnā sastāvā, apm. 1805 kv. m platībā, atrodošos Skaistkalnē;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 700,—, no kādas summas arī sākies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 700,— ar proc.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atlauts iegūt nekustamā mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodalā.

Personām, kam uz pārdomano nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai;

Daugavpils apgabalt. Ilūkstes apr. tiesu izpildītājs E. Petritis paziņo, ka „Valdības Vēstnesis“ 1936. g. 196. num. izsludinātā Lauku strādnieku arodbiedrības nekustamās māntas, kas atrodas Ilūkstes apr. Aknīstes pag. un sastāv no Aknīstes muižas zemes gabala 38F, ar hip. 6330. num., pārdošana izsole 1936. g. 7. nov. atcelta. 20020g
Grīva, 1936. g. 8. oktobris.

Tiesi izpild. E. Petritis.

Rīgas notārs Kristaps Sumbergs, uz 1916. g. 3. jūlija likuma par tirdzniecības un rūpniecības uzņēmumu pāreju pēc ligumiem, paziņo, ka viņa kantori 1936. g. 6. oktobri ar reģistra 9871. num. noslēgts pirkuma-pārdevuma līgums, kas ieraksts aktu grāmatā ar 66. num., ar kuru Ligatnē, Jauņuma mājā dzīv. Meijers Binuns pārdevis Benjamīnam Brēmanim, dzīvojošam Cēsis, Rīgas ielā 19. pārdevējam piederošo drogu preču veikalum, kas atrodas Ligatnē. 20027g
Notārs K. Sumbergs.

Citu iestāžu sludinājumi.

Nodokļu departamenta nodokļu piedziņēs paziņo, ka 1936. g. 19. okt., plkst. 11, Rīga, Aspālijas bulv. 4. 3. dz., pārdoši 2. vairāksolišana Jekaba un Lejas Juteru mēbeles, novērtētas par Ls 415,—, viņu dažādu nodokļu parāda piedziņai.

Rīga, 1936. g. 7. okt. 2037r

Nodokļu piedz. P. Zaķis.

Rīgas prefektūras 1. iecirkūpa priekšnieks paziņo, ka 1936. g. 23. oktobri, plkst. 10, Rīga, L. Ķeniņu ielā 9, Vispārējais apdrošināšanas iekārta un Lejas Juteru mēbeles, novērtētas par Ls 415,—, viņu dažādu nodokļu parāda piedziņai.

Pārdodamās mantas apskatāmas izsoles dienā un laikā nā vietas. 20065r

Rīga, 1936. g. 10. okt. 57.

1. iec. priekš. Eltermanis.

Rīgas prefekt. 8. iec. priekš. paziņo, ka 8. g. 21. oktobri, plkst. 10, Rēveles ielā 77, 19. dz., Rīgas prefekt. ārējās nodalas prasības lietā, pārdoši vairāksolišanā Jāņa Baloža 1 divdurvju ozola īniera, dzelzētā krāsā dēbju skapi, kas novērtēti par Ls 270,56. 20066r

Apskatīti skapi varēs pārdošanas dienā uz vietas. 1936. g. 9. oktobri. 24433.
8. iec. priekš. (paraksts).

Liepājas pilsētas lombards

Liepāja, Lielā ielā 21, pilsētas valdes namā,

Iestāžu

1936. g. 28. oktobri, plkst. 15. Lauksaim. kameras telpās, Rīga, ielā 2, drēbes, apavus, kāzka priekšmetus, teipikus, pātēnu, mūzikas instrumentus, ūjūmašīnas, velosipedus, dažādus salīmniecības piederumus un citas neizpirkas un nepagarinātās māntas, kas iekilātas līdz 1936. g. 23. aprīlim, ar termiņiem līdz 1936. g. 23. augustam no 159982.—163675. num., zelta, sudraba lietas, dārgakmeņus, pulkstenus, citas neizpirkas un nepagarinātās vērtību vietas. 19910g

Ivandes pag. valde izsludina par nederigu nozaudēto darba grāmatību ser. K № 41097/97, ko Klosteres pag. valde 1933. g. 25. aprīli izdevusi Jānim Albertam Grinvaldam. 19715r

Jelgavas pils. valde izsludina par nederigu nozaudēto 290. darba grāmatību, ko Ārlavas p. valde 1932. g. izdevusi Katrinei-Lizetei Strautni. 19908g

Jelgavas apr. polic. 4. iec. priekš. izsludina par nederigu nozaudēto Latv. ieksz. pasi. ser. KV 020442/42, ko Sunākstes p. valde 1927. g. 28. sept. izdevusi Jānim Leijām. 19594g

Jekabpils apr. polic. 2. iec. priekš. izsludina par nederigu nozaudēto Polijas iekšzemes 97. pasi, ko Gminavostomas pāgasta valde 1935. g. 23. maijā izdevusi Piatram Pieskovijam.

Kāravas pilsētas bāriņtiesa izsludina par nederigu nozaudētu 50. apliecību, kas 1932. g. 14. jūnijā izdota Saulam Kovnatam par viņa iecīšanu par mirušās Emīlijas Kovnats-Drujanovs atstātās māntas un mazgadīgās meitas Elenas Kovnats aizbildni. 9542g

Kaunatas pag. valde izsludina par nederigu 1935. g. ražas labības 411. grāmatību, ko pag. valde izdevusi Peterim Zagurīlam. 19716r

Ogres pilsētas valde izsludina par nederigām nozaudētām: 1) zirga 260475. pasi, ko šī pag. valde 1931. g. 28. apr. un 2) kāraklausības 34901. apliecību, ko Rīgas apr. apsardz. priekš. 1921. g. 18. jūlijā izdevuši Mārtiņam Vitoličam. 19170g

Pag. vecākais A. Līkums. 1st Darbvedis H. Klabihs.

Višķu pag. valde izsludina par nederigu darba grāmatību ser. L. 58326/1026, ko šī pag. valde izdevusi Vincentam Nitišam.

Šādās iestāžu sludinājumos

izsludināti ir iekšzemes pārvaldes, pārdevēju palīdzību sapulces, kā arī dažādi iestāžu sludinājumi.

Ilūkstes iestāžu sludinājumi:

Ilūkstes iestāžu sludinājumi: